

Xénophobie :

LA GANGRÈNE

On les croyait assommés par leurs défaites successives en votations populaires et repus de la nouvelle loi sur les étrangers, rangés une fois pour toutes dans la remise des vieux démons nationalistes et chauvins. Eh bien, bernique : de Bonn à Paris, en passant par Genève et demain, n'en doutons pas, la Suisse entière, les xénophobes relèvent la tête.

Ils avaient pris leur envol en Suisse au moment où les signes précurseurs de la crise capitaliste — comme le renchérissement et la crise du logement — se manifestaient. Leur première vague était venue mourir aux pieds de la crise de 1974-1975. Non pas parce qu'alors les solutions ouvrières l'avaient emporté, mais bien parce que le renvoi massif — par le biais des licenciements et des permis non renouvelés — de centaines de milliers de travailleurs immigrés avait privé les xénophobes d'une bonne partie de leurs arguments. L'affaiblissement du courant xénophobe venait simplement de la réalisation, dans la pratique, de leur postulat. On a pu le constater lors de la votation sur l'initiative "Etre solidaires".

Avec la relance de la crise, il était inévitable que les xénophobes retrouvent une deuxième jeunesse. Inévitable ? Oui, parce que le mouvement ouvrier n'a rien, mais alors rien, changé à sa politique chauvine. En 1958, Willi Ritschard, alors simple bureaucrate syndical de la FOBB, pouvait déclarer : "Si l'activité constructive se réduit, il faut fermer les frontières (...) c'est un principe inaliénable que les travailleurs indigènes ne soient pas préterités par l'existence de travailleurs immigrés".

Et l'on entend aujourd'hui, comme en écho à cette proposition, le Parti socialiste genevois (PSG) demander, dans la déclaration politique votée par son congrès de 1983, "un contrôle plus strict de l'immigration". Cela sous prétexte "d'atténuer les effets de la crise et ménager un avenir à notre économie" (Tribune socialiste genevoise, 16 mars 1983).

Si les socialistes genevois avaient réfléchi deux secondes avant de baisser les pieds puants du chauvinisme, ils se seraient peut-être aperçus que leur proposition non seulement n'atténuerait pas la crise, mais surtout donnait une légitimation évidente au discours et aux propositions xénophobes. Revendiquer un contrôle plus strict, c'est dire que le contrôle des immigrés — et ne jouons pas sur les mots : le renvoi aussi — est une arme légitime du mouvement ouvrier. C'est à la fois cautionner "Vigilance" et applaudir à la division patronale des rangs ouvriers : beau travail, camarades du PSG !

Voilà donc où nous en sommes aujourd'hui : la gangrène xénophobe gagne du terrain, certaines organisations ouvrières en sont déjà atteintes. Face à cette putréfaction des tissus, tous les chirurgiens vous le diront, il faut trancher dans le vif. Mener, à contre-courant, la bataille de la solidarité internationale, de l'internationalisme. Celle qui a triomphé à Matisa, où, comme le disait l'un des grévistes : "Il n'y avait pas de Suisses ou d'immigrés au piquet de grève, il n'y avait que des travailleurs en lutte !".

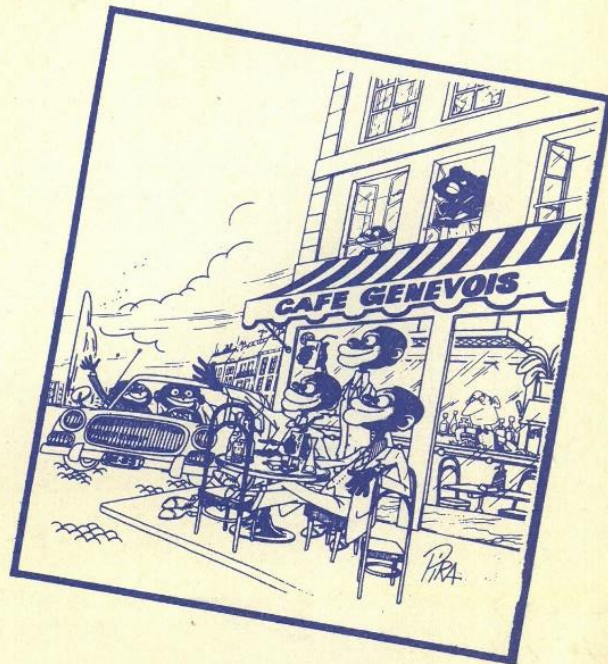
La Brèche

la brèche

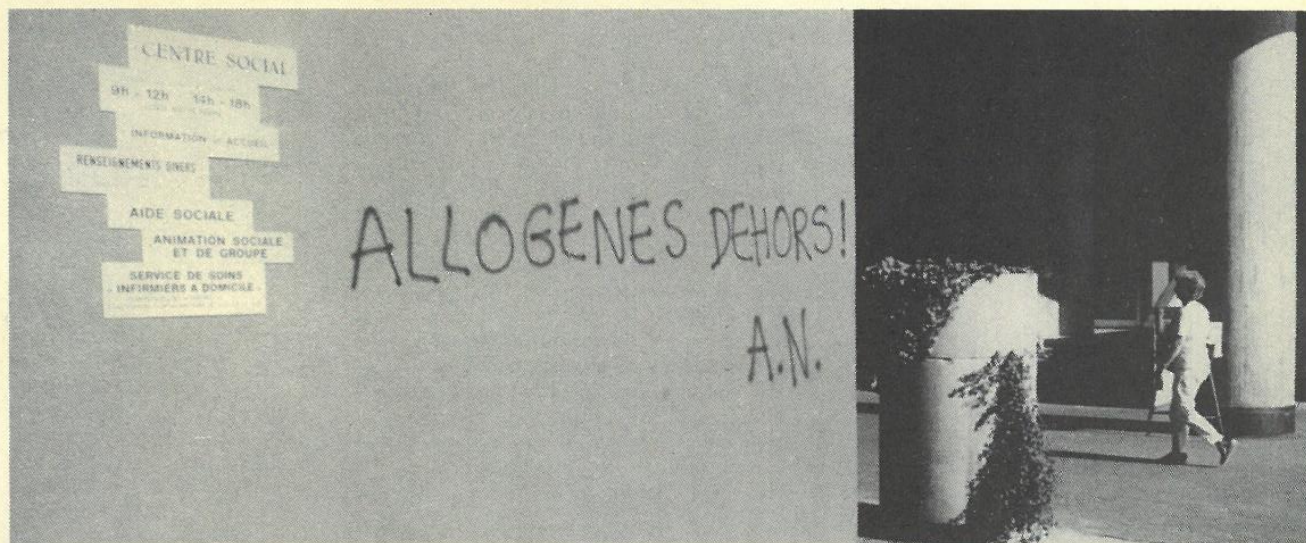
organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

LE PRINTEMPS DES



XÉNOPHOBES



France :

L'austérité au nom de qui ?



MATISA :

LES COMPTES DE LA SOLIDARITÉ

Comme annoncé dans notre dernier numéro, nous publions ci-dessous les comptes de la solidarité financière avec les grévistes de Matisa, tels qu'ils ont été approuvés au 11 mars 1983 par le groupe "finances" du comité de soutien, composé de représentants du comité de grève et du comité de soutien.

CCP 10 - 1261 PSO - Lausanne, mention "Matisa solidarité"

PS 50.-; PSO Genève 100.-; PCInt. 100.-; une travailleuse 100.-; collecte manifestation Renens 909,40; collecte piquet Crissier 200.-; souscription PCE 200.-; J.W. Ecublens 100.-; souscription PSV 200.-; Centre Garcia Lorca 300.-; souscription PSO Lausanne 200.-; PSO Zurich 150.-; PSO La Chaux-de-Fonds 100.-; souscription PCInt. 200.-; Cartel syndical Vaud 100.-; FOBB Vaud 100.-; collecte piquet Crissier 226.-; collecte COBAL Montheron 60.-; collecte GTS 72,65; collecte assemblée Renens 447,20; collecte grands magasins 620,60; collecte professeurs Nyon 320.-; PSO Fribourg 250.-; un travailleur Lausanne 40.-; un groupe PS Renens 165.-; collecte piquet Renens 200.-; F.P. Lausanne 50.-; collecte appareilleurs Renens 100.-; P.D. Yverdon 150.-; collecte Beyeler Crissier 244.-; J.-P.L. Renens 100.-; P. Renens 20.-; collecte Ass. SSP/VPOD Lausanne 322.-; collecte employés Etat-VD Lausanne 440.-; collecte meeting avortement Lausanne 113.-; collecte TESA Renens 870,80; Realta Nuova Renens 200.-; collecte piquet Crissier 20.-; PSO Zoug 50.-; J.-Ch.P. Lausanne 69,20; PS Fribourg 360.-; souscription PCI Lausanne 200.-; V.L. Lausanne 30.-; collecte piquet Crissier 75.-; S.P. La Chaux-de-Fonds 40.-; PS Prilly 260.-; Circulo Sardo Lausanne 255.-; SLP Lausanne 200.-; SLP Lausanne 500.-; J.B. Lausanne 20.-; VPOD Vaud 525.-; collecte conseil communal Renens 158,20; J.-P.L. Renens 225.-; J.H. Chavannes 25.-; M.D. Renens 10.-; collecte piquet Crissier 600.-; PS Gland 228.-; POP Renens 250.-; J.-Cl.V. Orbe 50.-; B. et B. Lausanne 50.-; collecte piquet Crissier 27.-; collecte comité de section ? Lausanne 70.-; collecte comité de section POP 182.-; Ph.A. Epalinges 72.-; PST 500.-; V.L. Lausanne 30.-; bénéfice kermesse grève Crissier 900.-; un chômeur O.G. Lausanne 15.-; C.C. Lausanne 500.-; E.H. 80.-; E.D. Lausanne 20.-; collecte PSO Bâle 252,40; A.H. Lausanne 17.-; M.C. Lausanne 200.-; M.B. 20.-; J.-L. et D.N. Yverdon 50.-; V.B. Lausanne 100.-; POP Lausanne 200.-; députés POP Lausanne 600.-; Cartel syndical Renens 200.-; B.H. Lausanne 100.-; collecte PCI Lausanne 135.-; collecte ATEES Lausanne 430,10; ATEES Lausanne 500.-; C.M. Renens 100.-; collecte meeting Zurich 641.-; A.J.B. Lausanne 100.-; P.-A.B. Bretigny 25.-; collecte CHUV Lausanne 200.-; collecte hôpital Zurich 145.-; POCH Bienne 100.-; A.W. Ballaigues 50.-; M.G. Bâle 100.-; Umbra Lausanne 300.-; G.M. Lausanne 25.-; B.G. Lausanne 300.-; M.L. Renens 20.-; B.G. Lausanne 20.-; J.M. Vevey 10.-; R. et Ch. K. Lausanne 100.-; collecte ingénieurs VPOD Zurich 146.-; collecte PS Bethlehem Berne 258.-; collecte Centre Vernand Lausanne 182.-; souscription POP Lausanne 200.-; M.R. Lausanne 20.-; M.C. Lausanne 10.-; P.C. Bussigny 30.-; C. et C. S. Lausanne 25.-; J. journaliste Lausanne 20.-; G.P. Lausanne 1.-; J.B. Lausanne 15.-; Ch.L. Zurich 50.-; B.C. Bussigny 100.-; collecte commission d'entreprise Sulzer Lausanne 120.-; S.G. Bâle 18.-; collecte COBAL Crissier 173.-; M.B. Lausanne 5.-; J.N. Ecublens 10.-. **Total rentrées : Fr. 21 140,55.**
Total sorties (frais de poste, imprimerie et divers) : Fr. 2 219,30. **Solde : Fr. 18 921,25.**

Fonds géré par les grévistes

collecte jetons PSV 4 000.-; collecte Centre Garcia Lorca 398.-; collecte SAPAL Renens 415.-; E.D. Chexbres 50.-; Realta Nuova 650.-; Pour le communisme 240.-; Pour la classe ouvrière 310.-; collecte piquet Crissier 159.-; collecte piquet Crissier 213.-; PS Bussigny 100.-; collecte piquet Crissier 621.-; collecte Imprimit Lausanne 50.-; Centre espagnol Morges 400.-; Groupe PS Ecublens 200.-; FCTA Morges 100.-; collecte ? 185.-; collecte ? 100.-; collecte ? 110.-; PSV 1 000.-; FOBB 800.-; souscription FOBB 200.-; collecte Suisses-étrangers Moudon 710.-; collecte Bel-Air Genève 67.-. **Total rentrées : Fr. 11 078.-.**
Total sorties (versements sur caisse grévistes, intendance piquet, salaire gréviste) : Fr. 11 078.-. **Solde : Fr. 0.-.**

A cela s'ajoutent les fonds reçus depuis lors, dont l'état au 5 avril 1983 était le suivant :

R.P. Lausanne 20.-; E.P. Pully 10.-; collecte H.-P.B. Berne 50.-; M.B. Lyon (F) 20.-; J.T. Lausanne 10.-; P.S. Aarwangen 40.-; J.W. Ecublens 30.-; G.R. Lausanne 30.-; N.T. Lausanne 20.-; POP Neuchâtel 200.-; B.A. Zurich 20.-; CLI Lausanne 300.-; F.M. Lausanne 10.-; L.L. Lausanne 10.-; E.C. Cugy 10.-; SSP/VPOD Vaud-Etat Lausanne 200.-; PS Neuchâtel 200.-; R.Z. Lausanne 20.-; collecte polyclinique médicale 60.-. **Total rentrées : Fr. 1 260.-.** Total sorties (frais de collecte) : Fr. 70.-. **Solde : Fr. 1 190.-.**

La somme de Fr. 18 921,25 ainsi que tous les autres versements parvenus au CCP 10 - 1261 PSO - Lausanne avec la mention "Matisa solidarité" ont été versés sur le compte bancaire ouvert par les grévistes.

Genève :

CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE, VOTEZ MARLÈNE DUPRAZ, LISTE 11 !

Suite à la poussée du courant xénophobe dans les élections communales genevoises, une candidature antixénophobe a été lancée dans le cadre de l'élection du Conseil administratif de la ville de Genève. Au moment de mettre sous presse, une trentaine de personnalités ont déjà apporté leur soutien à cette action. Elles proviennent des rangs de la gauche - PS, PSO et journal Tout Va Bien -, des syndicats, des milieux de la santé et des avocats progressistes.

Nous publions ci-dessous la "profession de foi" de la candidate, ainsi que le premier appel accompagnant sa candidature.

Contre le racisme et la xénophobie, pour la solidarité !

La candidature de Marlène Dupraz, soutenue par des personnalités de divers horizons, est un appel à toutes celles et tous ceux que la xénophobie, le racisme et la démagogie de l'into- lérance révoltent :

* Avec ou sans réfugiés, la crise du logement existe. Les chasser ne chassera pas ceux qui spéculent sur les im- meubles et font monter les loyers.

* Avec ou sans travailleurs étran- gers, la crise économique fera dispa- raître des emplois. Les renvoyer ne fera disparaître ni les licenciements, ni les baisses de salaire.

* Avec Vigilance au Conseil Admi- nistratif par contre, la haine raciale et les violences contre les étrangers trouveront une légitimation et vont s'accroître.

* Avec Vigilance, il y aura plus de police, plus de crédits militaires, mais pas un sou pour les crédits sociaux.

* Vigilance considère comme "étrangers" non seulement ceux qui ont la peau d'une autre couleur ou un passeport étranger, mais bien tous ceux qu'elle ne reconnaît pas comme les siens : les jeunes, les syndicalistes, les "contestataires", les femmes qui veulent travailler et dont la place est "au foyer".

Alors que les capitaux arrachés aux peuples du monde entier, en particu- lier ceux soumis à des dictatures san- guinaires (Turquie, Zaïre, Afrique du Sud, Argentine) trouvent toujours asile en Suisse, on refuse aux victimes de ces régimes le droit d'asile dans notre pays.

Il faut riposter, ne pas nous taire ! Il faut agir, rassembler nos forces et ne pas laisser s'instituer les divisions :

- Pour la solidarité entre tous les travailleurs et opprimés;

- Pour le développement des ser- vices sociaux dont ont besoin les plus défavorisés.

Votez Marlène Dupraz, liste 11, au Conseil Administratif le 24 avril ! Et rajoutez sur sa liste les deux candi- dats de la gauche, contre la droite et l'extrême-droite.

Marlène Dupraz, 36 ans, mère de fa- mille :

"Je me suis portée candidate contre le racisme et la xénophobie parce que j'ai trop souvent vécu moi-même le rejet inhumain de l'étrangère. Bien que Suisse d'origine, Genevoise par mariage, j'ai les yeux bridés de ma mère et je suis une femme. Mon sort serait de me taire. Mais je ne peux me taire devant l'injustice. Il n'en fallait pas moins pour que je subisse, dans mes études comme dans mon travail, les pressions xénophobes et racistes. Aujourd'hui, par ma candidature, j'appelle toutes celles et tous ceux qui refusent cette intolérance et veulent créer la solidarité entre les opprimés, entre les travailleurs, à combattre ensemble la candidature de Vigilance et tous les réflexes de ségrégation qu'elle charrie."

Campagne d'abonnements :

LARGUEZ LES VOILES !

Durant les mois d'avril et de mai, le PSO lance une campagne générale d'abonnements à ses publications, La Brèche, Bresche et Rosso. L'ob- jectif est de gagner respectivement 170, 220 et 85 nouveaux abonnés. Cette campagne tombe à un moment favorable, puisque les chiffres de vente des trois journaux sont en hausse.

Les raisons de cette augmentation des ventes au numéro sont diverses : meilleur engagement des sections, responsables de la vente, amélioration du contenu et de la présentation de nos publications, accroissement de l'influence politique du PSO.

Cette amélioration de nos ventes, nous voulons aujourd'hui qu'elle se traduise par une croissance des abon- nements. Pour nous, un abonnement, c'est une rentrée financière sûre et par conséquent une contribution né- cessaire à l'amélioration de notre presse. Pour l'abonné(e), outre la ga- rantie de recevoir régulièrement tous les numéros de La Brèche, c'est aussi le privilège de recevoir, comme en 1982, un supplément spécial d'été (comportant, entre autres, un article documenté sur les fournitures d'armes israéliennes dans le monde).

Pour tous ceux et toutes celles qui veulent suivre l'actualité politique et sociale, nationale et internationale, La Brèche est un instrument indispen- sable. Rappelons, pour mémoire, notre "couverture" de la grève des travail- leurs de Matisa, ou encore de la lutte des travailleurs polonais. Mentionnons aussi nos dossiers centraux, qui, sur deux pages, fournissent souvent des informations rarement publiées ail- leurs, comme dans ce numéro à propos de Seveso. Ou encore nos enquêtes et nos documents (sur l'action du CICR en Amérique centrale dans les numé- ros 286 et 288 ou sur la sécurité des installations nucléaires dans le no 287). Et puis, last but not least, La Brèche est évidemment le meilleur canal pour connaître l'action et les propositions du PSO.

Tout cela vous est offert pour la somme incroyablement modeste de 45 francs par an. Soit à peu près l'équivalent de quatre séances de cinéma ou de deux douzaines de bières. Et pourtant, La Brèche, ce n'est vraiment pas du cinéma, ni de la petite bière !

Un bulletin pour l'émigration latino-américaine

Sous le titre *La Brecha* (ça ne vous rappelle rien ?), la section de Genève du PSO vient de publier le premier numéro d'un bulletin destiné à l'émi- gration latino-américaine. Au som- maire : un article sur la situation à Genève avant les élections muni- cipales, une dénonciation du racisme des autorités en matière de politique d'asile, un compte rendu du Ve Congrès européen de solidarité avec la révolution centro-américaine ainsi que l'explication des raisons de la démission du consul du Salvador à Zurich.

Des exemplaires de *La Brecha* peuvent être commandés au PSO, 22, rue Saint-Léger, case postale 858, 1211 Genève 3.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Xénophobie : la gangrène 1

POLITIQUE

Le printemps des xénophobes 3

Elections municipales à Genève : 3

travailleurs : tous unis contre "Vigilance" ! 3

SOCIAL

Industrie graphique : l'avenir est sombre 4

Fonction publique zurichoise : 4

un licenciement politique annulé ! 4

Discriminations dans l'enseignement 4

à Neuchâtel : 4

la pointe de l'iceberg a fondu 4

DOSSIER SPÉCIAL SEVESO

Les leçons du crime de Seveso 5-6-7-8

Vietnam : les ravages de la dioxine 7

Z'avez pas vu passer les déchets ? 8

INTERNATIONAL

FRANCE : l'austérité au nom de qui ? 9

AMÉRIQUE CENTRALE : 9

vers la vietnamisation ? 9

POLOGNE : 10

documents de la clandestinité 10

NOTES : GUATEMALA : 10

un témoignage hallucinant 10

POLITIQUE CULTURELLE : 11

Au bénéfice de qui ? 11

L'ÉVÈNEMENT

Armée : Mabillard s'en va-t-en guerre 12

Rothenthurm : l'initiative est lancée 12

abonnez- vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la
Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact
Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Nouvelle initiative xénophobe annoncée par Valentin Oehen et dont l'Action nationale décidera le 30 avril prochain; tir serré de motions au Conseil national demandant un durcissement de la politique fédérale à l'égard des réfugiés. Vraiment, ce printemps, les milieux hostiles aux immigrés accentuent à nouveau leur pression pour une "lutte contre la surpopulation étrangère". Et il est à craindre que ce ne soit qu'un prélude à ce qui se passera cet automne. Dans la campagne pour les élections nationales la xénophobie, et peut-être le racisme, vont être très certainement des thèmes privilégiés de l'extrême-droite et d'une partie de la droite. Profitant de la peur du chômage ils s'emploieront une fois de plus à approfondir le fossé entre Suisses et immigrés. Les succès des arguments xénophobes remportés en RFA et en France par Kohl et Chirac lors des élections de ce printemps comme la percée de "Vigilance" à Genève ne peuvent que les encourager sur cette voie.

Et, une fois de plus, ils pourront s'appuyer sur l'attitude quasi consentante des autorités fédérales et des directions du mouvement ouvrier traditionnel.

Le remplacement de Furgler par Friedrich au Département fédéral de Justice et Police n'a évidemment rien arrangé en cette matière.

Suite au débat du Conseil national le 8 mars passé, il va

LE PRINTEMPS DES XÉNOPHOBES

simplifier et accélérer la procédure d'examen des demandes d'asile. Il a également annoncé son projet d'introduire l'obligation du visa pour les ressortissants chiliens.

La proposition fédérale pour la deuxième tranche du contingent de nouveaux immigrés de 1983, mise en consultation actuellement, va dans le même sens : rappelons qu'en automne 1982 le contingent des permis courts et annuels n'avait été libéré qu'à 50 o/o et celui des permis saisonniers à 90 o/o. Actuellement il est proposé de ne libérer que la moitié du solde. Une nouvelle fois, la Confédération fait porter l'essentiel du fardeau de la crise aux immigrés, ce qui a l'immense avantage de détourner l'attention de ses propres responsabilités et de reconforter la xénophobie latente de certains salariés suisses.

Ces réactions gouvernementales étaient prévisibles; comme l'était aussi malheureusement la prise de position de l'Union syndicale suisse (USS).

Invoquant l'argument du chômage et de la xénophobie croissante, l'USS demande tout bonnement que le Conseil fédéral renonce au déblocage de la deuxième tranche du contingent 1983. A défaut d'une politique de combat, l'USS se réfugie une fois de plus dans un protectionnisme étriqué et nationaliste.

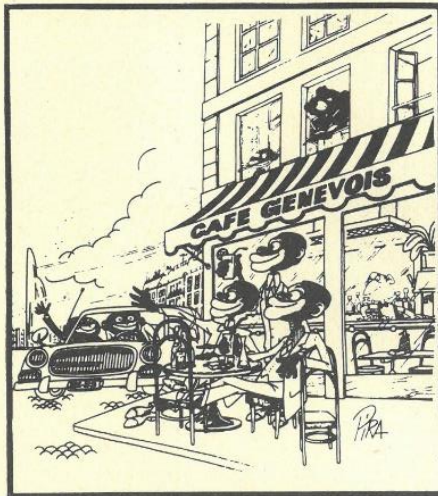
Ce jeu monotone mais dangereux, nous ne pouvons le suivre en spectateur. Malgré les difficultés, nous devons engager la lutte contre la xénophobie. Deux initiatives prennent ici une grande importance :

— Etre solidaires vient d'envoyer au Conseil fédéral une lettre demandant la réalisation de plusieurs améliorations compatibles avec le droit actuel et contenues dans la loi sur les étrangers rejetée en 1982. Plus de 100 organisations y ont apposé leur signature, dont de nombreuses fédérations syndicales (FOBB, FCTA, SSP-VPD, FTCP, CSC).

— Une pétition demandant un changement de la politique fédérale à l'égard des immigrés turcs sera soumise à la discussion lors d'une rencontre unitaire nationale le 16 avril prochain. Son lancement permettrait d'engager une campagne nationale sur un objectif concret.

Le soutien actif à ces actions est indispensable. Mais en plus nous devons porter le débat dans les rangs du mouvement ouvrier. Il est intolérable que les organisations ouvrières se laissent enfermer par le courant xénophobe dans un débat mesquin et défensif sur l'accroissement du nombre d'étrangers. C'est le moment d'engager publiquement la bataille pour une politique ouvrière fondée sur l'unité et la solidarité internationale.

Faucher



"Parler de racisme (...)
est assez ridicule"

J.-S. Eggly, Parti libéral,
Journal de Genève
du 29 mars 1983.

Signé Pira, ce dessin est du même auteur que ceux de Vigilance et de Genève Home Information. Cette revue aurait assumé, selon un journaliste du Courrier, la responsabilité rédactionnelle de La Riposte, d'où est tiré ce dessin ordurier !

Elections municipales à Genève :

Travailleurs: tous unis contre «Vigilance»!

Les élections municipales genevoises ont été marquées par un succès sans précédent du mouvement d'extrême-droite "Vigilance" (8,8 o/o des voix en 1979, 14,3 o/o en 1983 en ville de Genève). Au point d'éclipser le résultat important des écologistes¹.

Axée sur le rejet des "faux réfugiés", la campagne de l'extrême-droite a charrié tous les réflexes racistes et anti-ouvriers. Face à cela, la gauche tombe à son score le plus bas de ces dernières années (32,1 o/o contre 40,1 o/o aux dernières cantonales et 40,7 o/o aux dernières municipales, Parti socialiste, Parti du travail et PSO compris). C'est donc une grave menace pour tous les travailleurs, qui exige une riposte immédiate.

Nous avons rendu compte, dans notre dernier numéro, de la "Lettre ouverte au Conseil d'Etat" publiée par le PSO durant la campagne protestant contre les propos racistes en matière de droit d'asile. Ce fut la seule dénonciation des xénophobes (et de leur audience chez les autorités) durant ces élections. La presse n'en a même pas rendu compte, à une exception près...

Aujourd'hui, tout le monde s'émeut du score de "Vigilance". Côté bourgeois, "ce mouvement qui a l'habitude d'aller trop loin dans sa réaction envers les étrangers" (J.-S. Eggly, Journal de Genève, 29 mars 1983) inquiète, mais on lui lâche aussitôt du lest. Voyez plutôt :

M. Ducret, conseiller d'Etat radical : "Les gens des pays tropicaux sont visiblement en Europe des déracinés, des 'déboussolés' et deviennent des inadaptés. Ni notre climat, ni nos habitudes, ni notre manière de travailler ne leur conviennent" (Tribune de Genève, 29 mars 1983).

M. Fontanet, conseiller d'Etat démocrate-chrétien, qui propose l'ouverture de camps pour réfugiés : "Nous comprenons le souci de ceux qui craignent d'avoir la vie plus difficile à la suite de l'arrivée des étrangers (...). Ce sont maintenant des réfugiés qui viennent d'autres continents, ce qui rend leur intégration plus difficile" (Tribune de Genève, 29 mars 1983).

J.-S. Eggly, Parti libéral : "Parler de racisme dès lors qu'on constate qu'il est plus difficile d'intégrer des Africains en grand nombre dans notre communauté genevoise que des réfugiés européens est assez ridicule : il y a des évidences et des réalités qui sont vécues..." (Journal de Genève, 29 mars 1983).

Tous ces partisans — comme "Vigilance" d'ailleurs — de la libre entreprise, du commerce international fruit de notre "bien-être", assis sur leurs coffres-forts remplis de capitaux extorqués aux peuples du Tiers Monde, stimulent eux-mêmes les réflexes racistes et xénophobes pour défendre LEURS privilèges : ceux d'une "petite Suisse", toujours assez grande pour accueil-

lir du capital mais trop restreinte pour accorder le droit d'asile !

Qui est "Vigilance" ?

Cela n'étonne pas. Car, bien qu'inquiétante, "Vigilance" les arrange. Comme un bon chien de garde : on le laisse aboyer, on lui donne même de la laisse, quitte à la reprendre s'il "va trop loin". Et contre qui aboie "Vigilance" ?

Pas seulement contre les "faux réfugiés", mais contre les immigrés en général. Contre les "fonctionnaires privilégiés" aussi, en exigeant de couper tous les budgets publics, en particulier les budgets sociaux. Contre l'Etat qui "entrave" le petit entrepreneur, en exigeant des baisses d'impôts avant tout pour les indépendants. Contre le désordre, "Chicago sur Léman", avec un évident mélange de racisme, d'idéologie anti-jeunes et anti-ouvrière. Mario Soldini, en octobre 1977, dénonçait "l'arrivée d'une pègre internationale hautement indésirable. La recrudescence de la drogue chez les jeunes, avec (tenez-vous bien !) toutes les séquelles qui en découlent : cambriolages et hold-up en chaîne, agressions de toute nature (...)" Cette campagne a trouvé un écho chez les partis bourgeois qui ont soutenu, l'an dernier, une nouvelle loi liberticide sur la police, acceptée de justesse.

La "riposte" des casseurs

Cette campagne a été secondée, dans ces élections, par le "Rassemblement genevois hors-parti" fondé par Jürg Stäubli, promoteur de choc qui a fait évacuer des locataires par un commando de rockers, et qui a diffusé pour ces élections une feuille de chou, La Riposte, plus ouvertement raciste et anti-ouvrière encore. Renonçant à présenter une candidature "pour ne pas compromettre les chances d'une partie de la droite, Vigilance peut-être", soulignant "la courtoisie" des Vigilants et des libéraux (parti bourgeois majoritaire) à son égard, J. Stäubli s'en est pris à l'Etat qui, sous l'égide des socialistes (minoritaires !)

entraînerait l'économie privée, donnant la parole aux propos racistes (cf. dessin ci-dessus) de Mary Meissner, de l'Action Nationale. Seule rédactrice à avouer son nom, contrairement à l'auteur d'une "Saynette genevoise" contre les "gauchistes-squatters" où l'on peut lire des propos de cette nature : "J'ai dégotté un squatt (...). On est entre copains et copines. On s'éclate. Y a même un soir eu des viols ! J'te dis, la vie de château !". Selon un journaliste du Courrier, cet auteur serait un architecte. Sans doute lié aux promoteurs immobiliers !

Halte au racisme
et aux xénophobes !

Voilà à qui les partis bourgeois donnent du lest ! Face à cela, la gauche réformatrice fait le dos rond. Ce n'est pas l'une des moindres raisons de ses reculs.

Car en période de crise, la droite, offensive, fait mine de proposer des "solutions", celles de toute l'idéologie nationaliste suisse : protégeons nos bénéficiaires, acceptons des sacrifices, repoussons les intrus. Le slogan de "Vigilance" l'exprime : "rester maître chez soi".

La réponse du mouvement ouvrier doit retourner ce slogan : être maître chez soi, c'est commencer par combattre ses propres maîtres ! Les banquiers qui dictent les licenciements, les patrons qui, avec les étrangers ou non, bloquent les salaires, les promoteurs immobiliers qui, avec les réfugiés ou non, montent les loyers. D'une telle réponse, contestant le pouvoir des capitalistes, Parti socialiste et Parti du travail n'en ont pas esquissé le début, au contraire. Ils s'attachent à faire croire qu'ils sont de bons gestionnaires pour "Vivre sa ville" (PS), "Avec vous" (PdT) !

C'est pourquoi la section genevoise du PSO a aussitôt décidé, après ces élections, d'engager une large campagne contre le racisme et la xénophobie. Pour mobiliser, unitairement, toutes les forces contre ces chiens de garde patronaux et anti-ouvriers. Mais aussi

Dernière minute. En riposte à l'avancée de "Vigilance", une liste "Contre le racisme et la xénophobie" va être présentée pour les élections à l'exécutif genevois. Voir page 2.

pour expliquer, le plus largement, que la riposte des travailleurs doit s'attaquer aux vrais responsables de la crise.

M. Thévenaz, 31 mars 1983

1. 6,3 o/o alors que le quorum est à 7 o/o. Nous reviendrons prochainement sur ce résultat et sur le Parti écologiste genevois.

Industrie graphique :

L'AVENIR EST SOMBRE

L'assemblée extraordinaire des délégués du Syndicat du livre et du papier (SLP), réunie le 19 mars à Olten, refusa catégoriquement d'entrer en matière sur l'ultimatum de l'Association suisse des arts graphiques (ASAG), l'organisation des patrons de la branche. Leur proposition consistait à prolonger durant quatre ans le contrat collectif de travail (CCT) — avec une compensation du renchérissement largement réduite et une diminution du salaire pour les clavistes —, à liquider la caisse de vieillesse et survivants (CVI) et à introduire prématurément le deuxième pilier. A toutes ces prétentions, l'assemblée a répondu par le maintien de sa propre liste de revendications.

De sombres nuages planaient sur l'assemblée extraordinaire des délégués, convoquée au dernier moment par la direction du SLP, contre l'avis des sections de Zurich et de Genève, qui lui auraient préféré des actions de mobilisations, comme, par exemple, une réunion nationale des hommes de confiance.

Ces nuages, en voici quelques-uns :

* Les patrons ont clairement montré qu'ils étaient prêts à réduire les coûts, sur le dos de tous les salariés(e)s de l'industrie graphique. Les nouveaux engagements dans le secteur de la saisie du texte sont très souvent faits sur la base de leur nouvelle proposition. Ainsi, par exemple, à un candidat ayant cinq ans d'expérience professionnelle, examen final compris, ils n'offrent

que le salaire minimum pour les semi-qualifiés.

* L'ASAG ne veut accorder la compensation du renchérissement qu'une seule fois par année et jusqu'à concurrence de 3 o/o seulement (jusqu'à aujourd'hui, il y avait "pleine" compensation deux fois par an). Naturellement, le respect de la paix absolue du travail est alors de rigueur...

* Les rationalisations et la croissance du chômage offrent de bonnes conditions aux patrons pour jouer avec la peur de perdre son emploi et porter des coups à l'organisation syndicale, en particulier aux hommes de confiance du syndicat (voir les licenciements chez Jean Frey AG / Obag et l'affaire de la Tribune de Genève).

* Les divergences internes du SLP quant à la politique syndicale à suivre et aux responsabilités en

matière de fraude électorale lors de l'élection du président du syndicat ne sont pas encore dépassées. Cela empêche donc une intervention décidée et active du syndicat vers l'extérieur.

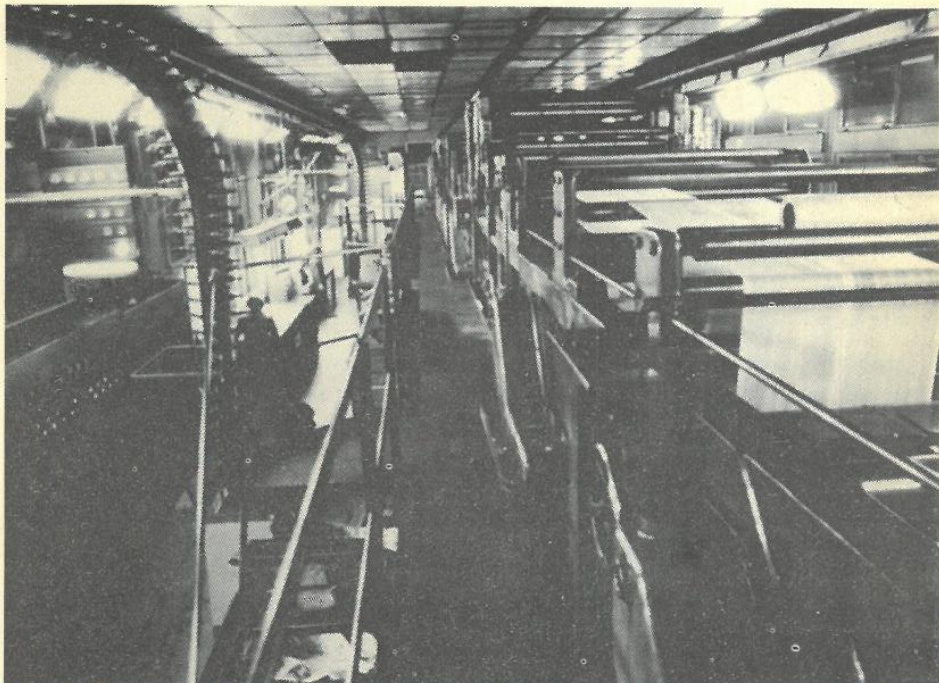
Par chance, les nuées passèrent sans que l'orage n'éclate. Ce résultat ne fut toutefois pas le fait des cercles dirigeants du SLP, qui ne purent à aucun moment défendre efficacement leurs propositions. L'intervention des délégués, en particulier ceux de Genève et de Zurich, fut constamment nécessaire pour que des décisions soient prises et qu'elles soient également comprises par les membres du syndicat.

Ainsi : — la prétendue "offre" de l'ASAG est repoussée à l'unanimité, la liste de revendications est maintenue (y compris la compensation semestrielle du renchérissement); — le résultat des négocia-

tions est jugé par une nouvelle assemblée extraordinaire des délégués, qui décide aussi de la suite à donner (mesures de lutte, etc.); — pour mobiliser les syndiqués, un tract national sera diffusé.

Même si cette assemblée n'a pas pris de décisions spectaculaires, elle n'a pas non plus opté pour des solutions bloquant toute riposte effective à l'attaque patronale. Les prochains mois devront cependant être mis à profit pour gagner les syndiqués à une action décidée. Un exemple dans ce sens : l'assemblée de protestation commune convoquée début avril par le SLP et l'Union des lithographes de Zurich afin de défendre l'accord actuel sur la compensation du renchérissement. Des assemblées de ce type doivent sans aucun doute être appelées dans d'autres sections.

Hanspeter Graf



Fonction publique zurichoise :

Un licenciement politique annulé!

Le licenciement du collègue du SSP-VPOD (Syndicat suisse des services publics) et ergothérapeute D.L. a dû être retiré. Ainsi, une grande victoire politique a pu être acquise dans une ville qui s'était fait connaître par ses nombreuses interdictions professionnelles !

Le syndicaliste du SSP-VPOD D.L. s'était adressé par écrit à son supérieur hiérarchique, le conseiller municipal Max Bryner, membre aussi du SSP. Il avait décrit la situation intenable régnant dans l'hospice de Bombach de la ville de Zurich. Par retour du courrier, il reçut son congé. Bryner le tenait, semble-t-il, pour responsable de la résistance croissante apparue dans l'hospice, qui s'était exprimée par des pétitions, des conférences de presse, etc.

Si le licenciement a dû être retiré c'est, entre autres, à cause de l'appartenance syndicale de Bryner : il avait licencié son propre collègue ! D.L. demanda immédiatement l'assistance juridique du SSP. Après quelques hésitations de la section SSP de la ville de Zurich, le secrétariat central accorda l'assistance demandée. Avec les fonds du SSP, l'avocat de D.L. déposa une plainte administrative contre Bryner !

Une récolte de signatures dans les hospices, rapportée par la presse, assura la pression publique.

Une victoire au goût amer

Bryner se vit contraint de retirer ce licenciement à cause de la pression syndicale et politique. C'est une victoire énorme, vécue comme telle par les travailleurs et les travailleuses de Bombach.

Il en reste quand même un arrière-goût amer. Bryner n'a retiré le licenciement que sous pression. Il est et reste un "risque" pour le SSP, qu'il représente comme délégué à l'Union syndicale suisse (USS). Il reste un "risque" pour le mouvement ouvrier zurichois au nom duquel il soutient la politique d'austérité du gouvernement zurichois.

correspondant

Discriminations dans l'enseignement à Neuchâtel :

La pointe de l'iceberg a fondu

On aurait pu croire, suite à l'acceptation populaire, le 14 juin 1981, du principe de l'égalité des droits entre l'homme et la femme, que les législateurs cantonaux allaient par eux-mêmes se mettre au boulot et faire disparaître les verrues les plus choquantes en matière d'inégalités de traitement. Eh bien pas du tout; ces messieurs traînent même les pieds avec une lenteur proche de l'immobilisme. Ainsi, dans le canton de Neuchâtel, la loi sur la scolarité obligatoire et les programmes scolaires contiennent des cas flagrants de discrimination : travaux à l'aiguille pour les filles contre travaux manuels pour les garçons à l'école primaire; dans le secondaire, suivant les classes, les filles ont moins de travaux manuels, moins d'éducation physique, mais de l'enseignement ménager en sus, alors que des heures de dessin technique sont réservées aux garçons. En outre, ces derniers peuvent suivre des activités complémentaires optionnelles (cinéma, spéléologie, peinture, etc.) pendant que les filles découvrent les joies du ménage.

C'est contre cette situation que le Comité pour l'égalité des droits entre hommes et femmes a décidé de réagir, par la voie de droit d'abord. Deux parents — seules personnes habilitées à recourir dans ce cas — ont donc demandé à ce que leurs filles soient libérées de l'obligation de suivre les cours ménagers. Cette requête a été jugée légitime par le Tribunal cantonal qui considère, à juste titre, dans son jugement que "l'obligation imposée aux seules jeunes filles, en dernière année de scolarité obligatoire, de suivre des cours

ménagers est contraire à l'article 4 al. 2 de la Constitution fédérale".

Des motifs vraiment historiques

Cette décision juridique tranche, par sa netteté sur l'attitude conservatrice, pour ne pas dire hostile, du chef de l'Instruction publique, Jean Cavadini. Peut-être qu'il partage au fond la vision rétrograde de la femme qui inspire la loi sur l'enseignement ménager... Cette loi indique en effet que cet enseignement tend "à côté de la préparation

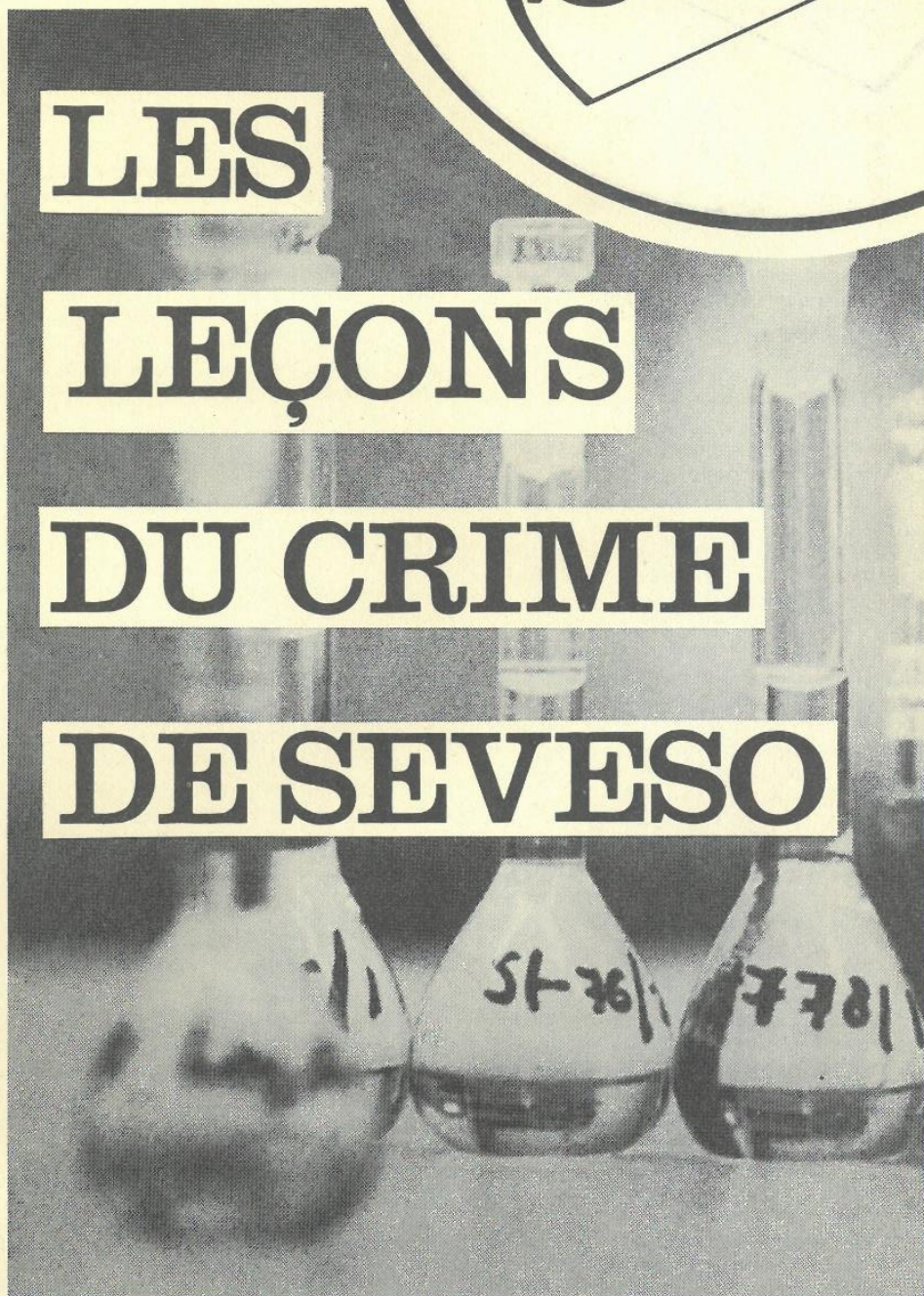
culinaire et ménagère proprement dite, à donner aux jeunes filles une formation adaptée à leur mission morale et sociale, à développer en elles le sens et le goût du foyer, à les préparer à la vie affective, aux joies et au renoncement de la maternité, ainsi qu'à la puériculture et à l'éducation". Un vrai morceau d'anthologie, qui fleure bon l'éncaustique et les bas salaires !

Développer l'action

Même si le jugement du Tribunal cantonal demande "au législateur d'adapter sans retard la législation en cause aux nouvelles exigences constitutionnelles", il n'y a pas d'illusions à avoir. Cette adaptation ne se fera que sous la pression des mobilisations. L'objectif à court terme est d'étendre le droit accordé aux deux élèves à toutes les filles du canton et de supprimer toutes les inégalités dans les programmes. Ce à quoi s'emploie le Comité pour l'égalité des droits et les militant(e)s du PSO qui y participent, comme d'ailleurs la commission féminine de la VPOD. Il faut en effet veiller à ce que les modifications nécessaires n'entraînent ni suppression de postes d'enseignants, ni surcharge d'horaire pour les élèves.

correspondante

LES LEÇONS DU CRIME DE SEVESO



Après six ans d'enquête, le Juge d'instruction A. de Lilla a rendu son verdict : les responsables suisses de l'ICMESA (*Industria Chimica Meda Società per Azioni*) sont accusés de responsabilité par négligence dans l'explosion du réacteur qui libéra le 10 juillet 1976 un nuage toxique contenant de la dioxine sur la région de Seveso, située à 20 kilomètres au nord de Milan. Il s'agit de H. von Zwehl (responsable de Givaudan, société contrôlée par un des tout premiers producteurs de produits pharmaceutiques à l'échelle mondiale : le trust helvétique Hoffmann-La Roche), Jord Anton Sambeth (directeur technique du groupe Roche), Fritz Moeri (dirigeant du groupe Roche), Guy Waldvogel (président de l'ICMESA). Tous les responsables italiens sont acquittés sauf G. Radice (responsable de l'atelier en question). Il faut assassiner par les Brigades Rouges au cours de l'enquête.

En réalité l'affaire était déjà réglée avant la fin de l'instruction, dans les coulisses, entre les autorités italiennes et Hoffmann-La Roche. Cette dernière a versé la somme presque symbolique de 103 milliards de lires (environ 150 millions de francs suisses) sur les 120 milliards dépensés par le gouvernement italien, dont l'indulgence a dû coûter encore quelques milliards de lires au trust suisse !

Affaire classée alors que les principales questions restent sans réponse. Combien de dioxine a été libérée dans l'atmosphère par le réacteur de l'atelier B ? Deux kilos selon les autorités, 130 kilos selon F.D. Lee¹, professeur de chimie à l'Université de Londres, spécialiste de la dioxine. Hoffmann-La Roche n'a jamais voulu révéler l'ampleur exacte de la catastrophe. On ne saura d'ailleurs probablement jamais la vérité puisque les déchets toxiques de l'ICMESA ont été évacués d'Italie — selon les informations officielles — le 10 septembre 1982.

Deuxième question sans réponse : que sera-t-il fait de ces déchets toxiques ? La dioxine est un composé extrêmement stable, qui se forme à haute température et qu'il semble impossible de détruire totalement même à des chaleurs de 800 à 1000° C. Il faut donc les stocker dans des conteneurs énormes (à cause de l'épaisseur des parois) ou dans des "poubelles" à déchets radioactifs. Quel pays a accepté de réceptionner le chargement de dioxine ? Les journaux italiens ont parlé de la Suisse (*La Repubblica* du 15 octobre 1982), de l'Allemagne de l'Est ou de la Yougoslavie (*idem*, 5 novembre 1982), de Kassel en République fédérale allemande (*Panorama*, 8 novembre 1982) au coût de 170 marks par kilogramme de déchets contaminés. Des écologistes français, enfin, prétendent que le gouvernement italien a demandé à l'IMO (*International Maritime Organisation*) de désigner un comité scientifique *ad hoc* de la Convention de Londres de 1972 pour envisager l'immersion des résidus toxiques dans l'océan Atlantique, dans des fûts spéciaux, à plus de 1000 mètres de profondeur. Il faudrait dans ce cas, selon le gouvernement italien, "plusieurs centaines d'années avant que les doubles fûts puissent commencer à relâcher leur contenu dans l'océan..."

Le secret entretenu par Roche sur ses activités criminelles empêche d'évaluer à leur juste ampleur les conséquences de la catastrophe sur la santé de la population contaminée ou de celle menacée par l'entreposage des déchets. Comme nous le démontrons, tout a été fait pour brouiller les pistes et banaliser le désastre. Le danger reste entier. Les leçons de Seveso sont un terrible réquisitoire contre la production capitaliste de substances toxiques.

L'ARME DU CRIME ET LE DÉLIT

L'explosion du réacteur de l'ICMESA déversa dans l'atmosphère de la région de Seveso une quantité inconnue de dioxine (ou 2,3,7,8-Tetrachlorodibenzopara-dioxine, abrégé TCDD). Le TCDD est un des produits chimiques les plus toxiques qui existent — et de loin. Il se forme spontanément comme produit secondaire lors de la synthèse industrielle du 2,4,5-Trichlorophénol (2,4,5-TCP). La contamination du TCP par le TCDD peut être limitée mais non éliminée. Différents brevets ont été déposés cherchant à réduire au maximum la contamination. Or le TCP est le produit de départ de toute une gamme de composés, notamment l'hexachlorophène, un bactéricide largement utilisé dans la confection de cosmétiques (savon, shampooing, déodorants, pâte dentifrice).

Le TCP est le précurseur industriel des acides trichloro- et dichloro-phénoxyacétiques (2,4,5-T et 2,4-D) utilisés comme herbicides et défoliants dans l'agriculture. Mais, ces deux produits ont surtout attiré l'attention des milieux militaires. Leur production connut un boom aux Etats-Unis au cours des années soixante en raison des commandes militaires dans le cadre du programme de guerre chimique au Vietnam. A la fin des opérations de défoliation dans le Sud-est asiatique, la production revint au niveau des années quarante. L'utilisation du 2,4,5-T et du 2,4-D a depuis été limitée sur le territoire nord-américain en raison de leur teneur en dioxine. En raison de la haute toxicité du résidu de dioxine la production du TCP est interdite aux Etats-Unis et très strictement contrôlée dans les pays capitalistes avancés où des installations existent. C'est d'ailleurs l'un des enjeux des débats actuels sur le "bilan de Seveso". Les milieux industriels intéressés veulent banaliser les conséquences de la catastrophe pour obtenir une reprise de la production de TCP aux Etats-Unis.

La dioxine est également un polluant

insidieux dont les effets chroniques sur l'organisme humain sont encore mal connus. Il imprègne le terrain, est charrié par les cours d'eau, s'intègre dans la chaîne alimentaire et s'est avéré être extrêmement destructeur pour la faune des lacs et des forêts, et pour le bétail. Il s'accumule dans l'organisme, en particulier dans le foie, siège de la *détoxification*. Ses effets aigus ont pu être étudiés non seulement sur la population vietnamienne, mais également sur les anciens combattants (*Vietnam's Veterans*) américains ainsi qu'au cours des nombreux "accidents" industriels qui précédèrent celui de Seveso.

Le nuage toxique qui se répandit sur la région de Seveso marqua pour la population le début d'un drame qui ne s'est pas encore achevé. Déplacement de la population la plus exposée, confusion dans les polémiques scientifiques et politiques sur les dangers potentiels, conseils médicaux proposant des avortements thérapeutiques alternant avec les menaces obscurantistes de l'Eglise eurent un effet psychologique désastreux sur une population dépassée par ces "débats". Elle est, pour l'essentiel, composée de salariés récemment issus de l'agriculture, de petits propriétaires et d'artisans. Le climat apocalyptique était dramatiquement accentué par les décès en masse d'animaux intoxiqués et l'éruption aiguë de maladies de la peau (la chloracné).

Quel bilan épidémiologique peut-on tirer après six ans de travaux sanitaires et d'enquête ?

Les conséquences cliniques et biologiques aiguës du crime de Seveso peuvent être considérées comme légères. Elles ont pris la forme de maladies de la peau plus ou moins complètement réversibles (chloracné, brûlures) et d'une augmentation des avortements spontanés. Les statistiques concernant l'augmentation des malformations congénitales sont ininterprétables. Il faut tout de même rappeler que l'intervention des épidémiologues a été tardive (une année après la catastrophe) et que les équipes sanitaires

sont probablement passées à côté de manifestations précoces de l'intoxication (perturbations hépatiques, sexuelles, psychologiques, immunologiques, porphyries...).

Il est impossible cependant de présager quelles peuvent être les manifestations à long terme de la dioxine. Il faut pour cela un temps de latence plus long. A Hiroshima l'augmentation de l'incidence des tumeurs s'est manifestée 15 ans après l'explosion de la bombe atomique (excepté les leucémies qui ont connu un pic de fréquence 5 ans après). Au Vietnam on a pu constater une augmentation significative des cancers, en particulier leucémies et hépatocarcinomes (cancers primitifs du foie), et des *syndromes génétiques* (altérations chromosomiques, malformations congénitales multiples). Mais l'on peut dès aujourd'hui dire qu'en raison de la façon déplorable dont a été menée l'enquête épidémiologique l'interprétation des résultats statistiques concernant la variation de fréquence des maladies aspécifiques (c'est-

à-dire qui peuvent avoir d'autres causes que la dioxine) sera difficile.

Peut-on cependant conclure comme le fait la "très autorisée" revue médicale britannique *The Lancet* que : "Actuellement 5 ans après l'accident, la chloracné semble avoir été le seul signe clinique d'exposition au TCDD à Seveso" ?² Une telle affirmation est abusive et ne peut convenir qu'à ceux qui comme Hoffmann-La Roche tentent par tous les moyens de clore le dossier et de classer l'affaire. Premièrement si les dégâts aigus observables n'ont pas été plus graves, il s'agit d'une chance dans le malheur. On pouvait s'attendre à pire, et cela explique le pessimisme qui régnait au départ. Deuxièmement on ne sait toujours pas quelle quantité précise de dioxine a été répandue, et cette discrétion laisse suspecter qu'elle fut importante. Troisièmement on ne peut exclure que la catastrophe de Seveso se caractérise par des effets mineurs à court terme, mais des effets graves à long terme (augmentation de



Seveso, juillet 1976 : un tas de déchets toxiques, emballés dans des sacs en plastique blanc, gît en pleine rue.

la fréquence des cancers). Enfin la réduction du problème à l'analyse des dégâts physiques objectivables est une façon de passer à côté de la véritable question que souligne Giovanni Tognoni : "Si aujourd'hui dans un endroit quelconque du monde, un autre Seveso se produisait, que saurions-nous de nouveau, de plus articulé, de plus utile pour prévoir, planifier, évaluer?"³

En d'autres termes quelles mesures préventives et quelle intervention sanitaire doivent être prévues du point de vue de la défense du milieu et de la santé de la population pour qu'un nouveau Seveso ait le moins de probabilité de se reproduire et — le cas échéant — que ses conséquences soient réduites et que l'expérience serve à enrichir les instruments préventifs?

C'est sur ces questions que les réponses font le plus défaut six ans après Seveso. Bien que plus abondants qu'avant 1976, les travaux de recherche sur les animaux n'ont rien apporté de nouveau que l'on ne sût déjà; tout au plus ont-ils confirmé certains éléments tels que la carcinogénicité de la dioxine lors d'expositions chroniques. Sur la prévention ou la réduction de la toxicité après l'intoxication de l'organisme humain, nous n'avons rien appris. Ce n'est pas fortuit. C'est à ce niveau que passe la ligne de démarcation entre ceux pour qui Seveso fut un accident de parcours d'un mode de production auquel on ne peut en aucun cas porter atteinte et ceux pour qui la santé des travailleurs doit être considérée comme une préoccupation primordiale sur laquelle on ne transige pas, même s'il faut pour cela transformer l'organisation de la production, abolir la propriété privée des moyens de production et l'appropriation privée des profits qui sont source "d'irrationalités" économiques et de catastrophes écologiques.

RESPONSABLES ET COMPLICES

"Il ne s'est pas agi d'un accident, mais d'un délit. Date : 10 juillet 1976; lieu : Seveso et les autres communes de la Brianza; coupables : ICMESA de Meda; mandant : Hoffmann-La Roche de Bâle; complices : gouvernants et administrateurs italiens de différents niveaux (central, régional, local); arme : organisation scientifique de production toxique; crime : lésions et dégâts de diverses natures et gravités; victimes : travailleurs, population, milieu (...) Si ce qui est arrivé le 10 juillet 1976 à l'ICMESA était imprévisible et — au cas où cela fût prévisible — impossible à prévenir mais hautement improbable, l'alibi de l'accident aurait encore pu être invoqué. Mais si l'événement était probable, prévisible et possible à prévenir, comme cela a pu être vérifié, l'alibi tombe et le délit est découvert." C'est ce qu'écrivait Giulio Maccacaro quelques semaines après le désastre⁴.

Les responsabilités de Hoffmann-La Roche via Givaudan et l'ICMESA sont considérables. Des risques ont été pris en pleine connaissance de cause pour augmenter la "productivité spécifique" de l'entreprise et réduire les coûts de production : le schéma de production du 2,4,5-TCP tel que l'avait adapté l'ICMESA n'avait qu'un petit volant thermique, rendant possible des fortes fluctuations de température difficilement contrôlables avec les instruments à disposition. Cette même caractéristique augmentait la contamination en dioxine du produit final et augmentait les risques d'explosion provoquée par une réaction exothermique incontrôlable⁵. C'est ce qui s'est produit. La pression est montée jusqu'au point critique déclenchant l'ouverture de la valve de sécurité et la dioxine se répandit dans l'atmosphère.

La catastrophe de Seveso est un produit de la négligence et du cynisme du trust helvétique. Des précédents du même type permettaient à Hoffmann-La Roche d'être parfaitement renseignée sur les risques que faisait courir l'ICMESA aux travailleurs de Seveso : "En 1957 la Boehringer Company informa les autres producteurs qui utilisaient

la méthode à haute température pour la production de TCP des risques annexes et des moyens de les éviter avec succès (...) A Seveso, en Italie, il ne fait aucun doute que la firme suisse fut pleinement consciente des risques potentiels de la production de TCP. Malgré cela le schéma adopté comportait clairement des risques, dont la meilleure preuve est le fait que la valve de sécurité s'ouvrait directement sur l'extérieur, révélant ainsi une grossière négligence"⁶.

Le lieu choisi pour l'installation de l'ICMESA est un autre indicateur de la logique criminelle de la production capitaliste. L'ICMESA se trouvait dans une région à haute densité démographique, c'est-à-dire exactement là où devrait être interdite toute production menaçante pour la collectivité (une fois établi que l'on ne peut pas se passer de cette production toxique, évidemment, sinon il faudrait interdire la production en soi). Mais du point de vue de l'entreprise la région lombarde présentait l'avantage de disposer d'un réseau dense de routes et de voies ferrées, et surtout d'être bien connectée aux deux principaux pôles d'approvisionnement en matières premières et de destination des produits finis : Milan et Genève. Il s'agissait enfin d'une classe ouvrière relativement jeune; peu organisée, présentant une faible résistance à l'exploitation.



Malgré cela l'ICMESA-Givaudan-Hoffmann-La Roche a porté le cynisme jusqu'à nier les risques de contamination en dioxine pendant sept jours après l'explosion, au cours desquels l'entreprise continua à fonctionner. Entre temps des animaux étaient morts, des enfants hospitalisés. Il fallut que les ouvriers se mettent en grève pour exiger des explications avant que la direction de la fabrique ne confirme la "possibilité" de formation de dioxine.

L'accusation est donc de la plus extrême gravité : un crime contre une population dont le risque a été pris consciemment !

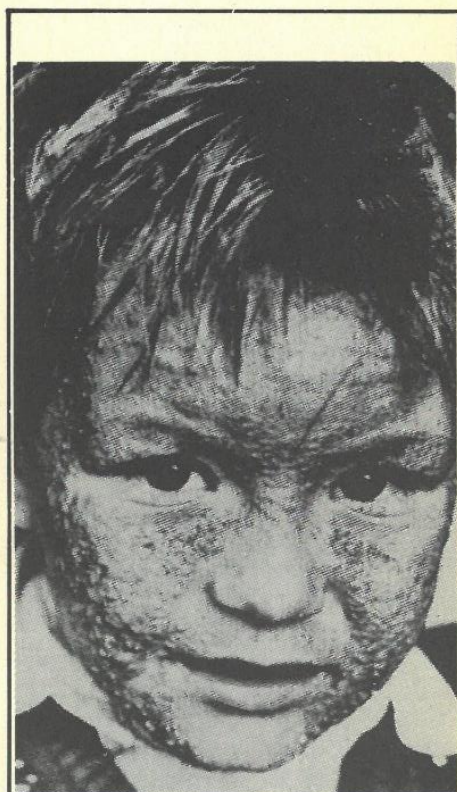
Face au trust helvétique il ne s'est trouvé que l'attitude hésitante, timorée ou franchement complice de l'Etat bourgeois italien. La production de la substance interdite, mais selon un article de loi peu précis, s'est faite depuis 1970 au su des autorités. L'ICMESA ne répondait pas aux demandes de contrôle du système d'évacuation des déchets faites par des autorités locales. Après la catastrophe l'attitude du gouvernement a été laborieuse, inefficace; les mesures

prises furent tardives. Hoffmann-La Roche jouit de complicités à de très hauts niveaux, mais c'est surtout la nature de l'Etat et la législation italienne extrêmement favorable à l'entreprise privée et aux multinationales qui ont été ses appuis les plus sûrs. La transaction financière finalement réalisée entre le gouvernement italien et la firme helvétique s'est bornée à faire payer à cette dernière une partie des dégâts matériels : 103,5 milliards de lires, soit environ 150 millions de francs suisses. Les torts moraux occasionnés aux populations déplacées et commotionnées par une catastrophe évitable n'ont pas été pris en considération.

Selon un magistrat italien l'accord doit être considéré comme un "moindre mal" car l'état de la législation italienne est très favorable aux sociétés affiliées à des grosses

A partir de là les choses se gâtent. Toutes les insuffisances du système sanitaire et épidémiologique vont s'additionner. En confrontant ce qui a été fait, comment cela a été fait, et ce qui aurait dû être fait, nous allons voir que l'organisation du système de santé publique est très loin d'avoir été à la hauteur de la situation. Si la contamination avait été plus grave les dégâts auraient pu être considérables. Le hasard a joué en faveur de la population de Seveso.

Les premières mesures prises sont synthétiquement les suivantes : évacuation de la population de la zone A (la plus contaminée); ouverture de services ambulatoires de dermatologie et de médecine générale; établissement d'un programme d'exams sanguins de masse (mais sans avoir établi auparavant à quoi ils serviraient); formation de trois "commissions techniques" (analytique, vété-



Fillette de la région de Seveso atteinte par les émanations toxiques.

rinaire et épidémiologique); et détermination — avec de gros moyens financiers — de la quantité de dioxine dans les terrains présumés contaminés, les habitations et les édifices publics des zones "suspectes" de la Brianza. Ce programme était insuffisant dans ses trois principales composantes.

La détermination du territoire contaminé s'est faite en fonction de la présence de dioxine dans le terrain. Le choix des zones où les prélèvements furent faits découlait de critères peu rigoureux. On a trouvé de la dioxine là où les autorités ont voulu en trouver, et il fut difficile de la rechercher en dehors des zones choisies. Tant et si bien que, lors de la détermination cartographique des zones contaminées en fonction de différents critères, on a pu constater que si l'on se basait sur la distribution des maladies de la peau ou sur celle de la mortalité animale, la zone infestée était plus vaste que celle qui avait été établie au départ sur la base des prélèvements de terrain⁸.

"D'ÉNORMES OBSTACLES"

Déclaration de Luigi Mara du "Gruppo Prevenzione Igiene Ambientale" del Comitato di Fabbrica Montedison di Castellanza :

"Dans le Comité scientifique populaire nous étions porteurs d'une façon de travailler et d'expérimenter à l'intérieur de l'entreprise la lutte pour la santé, qui a pour centre la subjectivité ouvrière, le groupe ouvrier homogène, la non-délégation de pouvoir aux techniciens et un rapport correct entre eux (...)

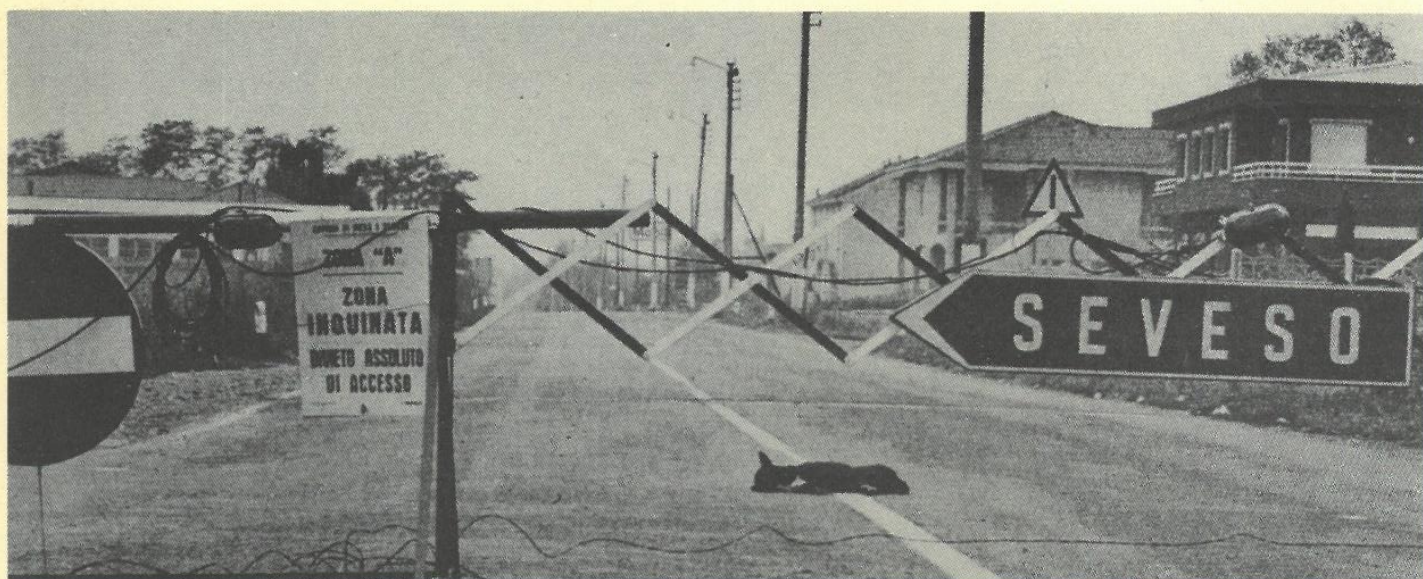
"Dans notre travail nous avons rencontré d'énormes obstacles : nous avons reconstruit le cycle de production, je ne dis pas sans l'aide mais en étant boycottés par toutes les institutions — de la région, mais également du syndicat —, nous rencontrant dans les bars avec les ouvriers de l'ICMESA (...)

"Et pourtant ce Comité faisait des propositions de décontamination qui étaient rejetées par la Commission Cimmino. Cimmino, comme Zurlo, Giovanardi, etc., a rejeté toutes nos propositions de décontamination; comme lorsque nous avons dit qu'il était prioritaire (...) de construire des silos pour mettre en sécurité les produits végétaux contaminés, les animaux morts; de creuser des tranchées autour du terrain pour éviter que la dioxine n'aille en dehors de la zone contaminée; de détourner le torrent Seveso en amont de l'ICMESA pour éviter qu'avec les inondations la dioxine n'arrivât à Milan. Tout cela n'a pas été fait et la dioxine est arrivée avec les eaux du Seveso dans les canalisations d'eau de Milan (...)"

multinationales. Il était ainsi "difficile" d'étendre la responsabilité de la société ICMESA, dont le capital est d'environ 1 milliard de lires aux sociétés qui en sont actionnaires, soit Givaudan et Hoffmann-La Roche. Cette dernière n'a ainsi même pas payé toute l'ardoise de 120 milliards de lires dépensées par le gouvernement italien, alors que son chiffre d'affaires annuel s'estime en milliers de milliards de lires !⁷

RIPOSTE CAPITALISTE À UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE

De l'avis des participants critiques aux opérations sanitaires de Seveso, les structures scientifiques et sanitaires se sont montrées d'une efficacité indiscutable pour définir le problème, faire une synthèse des connaissances scientifiques sur la dioxine, établir le bilan des ressources sanitaires disponibles et définir les principales lignes de surveillance épidémiologique. Il ne s'agissait là que de la phase la plus aiguë, celle de la première semaine qui suivit la catastrophe.



Les opérations de prise en charge sanitaire ont été faites dans un tel contexte de panique, de polémiques scientifiques totalement incompréhensibles pour la population, d'hystérie réactionnaire contre la pratique des avortements thérapeutiques motivés par des risques de malformation congénitale que la secousse psychologique infligée à la population contrebalance les effets potentiellement bénéfiques des opérations sanitaires. A ceci se sont ajoutés d'autres obstacles d'ordre administratif en raison de l'incompatibilité entre les structures sanitaires locales et celles, académiques, importées pour l'occasion des universités milanaïses. La méfiance de la population s'est portée à la fois sur les "savants" venus d'ailleurs pour fermer leur entreprise et les déporter, et sur les médecins locaux qui n'ont jamais été sérieusement intégrés dans les projets de surveillance épidémiologique⁹. Enfin le gouvernement italien a refusé de se mettre en contact sérieusement avec les autorités sanitaires vietnamiennes qui ont l'expérience

d'un pays sur lequel ont été déversés 500 kilos de dioxine. Ce furent les médecins démocratiques qui prirent contact avec le professeur Ton That Tung.

C'est sur le plan épidémiologique que les carences furent les plus lourdes de conséquences à tous les niveaux. Commencé avec un an de retard, le programme est passé à côté des effets aigus secondaires à l'explosion, qui ont pu être de brève durée, passer inaperçus ou ne pas être déclarés par la population. Ce fut le "péché originel", d'autres se sont accumulés par la suite. L'évaluation épidémiologique des informations fournies par les statistiques courantes (mortalité, natalité, malformations et maladies infectieuses, relevés hospitaliers, etc.), de même que l'évaluation des résultats des examens de laboratoires de toxicologie et le bilan de la carcinogénèse ou de la tératogénèse attribuables à la dioxine sont sérieusement hypothéqués.

Prenons quelques exemples. Il n'y a pas

eu de recensement pour connaître la structure d'âge et de sexe des habitants de la région, leur présence ou absence sur les lieux contaminés au moment de l'explosion, leur distribution par quartier ou autre subdivision territoriale nécessaire à la catégorisation de l'exposition. Il existe pourtant depuis l'explosion des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki des expériences d'épidémiologie des catastrophes sur lesquelles auraient pu se baser les responsables italiens¹⁰. A Three Mile Island en 1979 un tel recensement fut effectué sur un rayon de 8 kilomètres autour de la centrale nucléaire, immédiatement après le désastre¹¹. On ne pourra donc pas connaître les degrés d'exposition individuelle et les confronter aux statistiques courantes.

Il n'est pas non plus possible d'utiliser avec une grande sécurité les résultats des examens biologiques qui ont été mis sur ordinateur en vrac, sans plan d'interprétation, les mêmes données figurant plusieurs fois... Quelle interprétation donner par

exemple à l'augmentation des décès par leucémie et cirrhose hépatique à Seveso, Meda et Desio en 1976-1977-1978 ? La dioxine est-elle directement en cause ou s'agit-il d'une interprétation *artéfactuelle* des données ? Une telle confusion fait le jeu d'Hoffmann-La Roche et permet une banalisation de la situation comme dans l'éditorial de *The Lancet* cité plus haut. Cependant, comme on le voit, la situation n'a pas sur le terrain la transparence que les travailleurs et la population sont en droit d'exiger.

Cette transparence aurait également dû exister sur le plan de l'information. Cela ne fut pas le cas non plus. Hormis l'admirable travail du "Comité technique et scientifique populaire", du "Groupe de prévention et d'hygiène du milieu", du Conseil d'usine de la Montedison à Castellanza et de professionnels progressistes, la population a été considérée comme l'objet des opérations épidémiologiques et non comme leur sujet social. Cela explique en bonne partie le désintérêt rapide pour les enquêtes suivies. Or, sans participation massive des intéressés, les observations épidémiologiques sont d'une fiabilité douteuse.

Au cours d'un débat (publié dans le numéro de la revue *Sapere* de 1982, déjà plusieurs fois citée) les participants actifs aux opérations sanitaires depuis 1976 ont souligné les carences épidémiologiques, l'absence de personnel qualifié, l'inadéquation des connaissances cliniques aux besoins épidémiologiques et préventifs, la non-prise en considération de propositions provenant des travailleurs (voir en annexe l'intervention du représentant du Conseil d'usine de la Montedison).

Ces critiques nous permettent d'affirmer ce qui aurait pu et dû être fait pour tirer le maximum d'enseignements de Seveso et garantir à la population une protection optimale de sa santé à la suite de la catastrophe. Une stratégie efficace doit reposer sur :

a) une détermination précise de l'exposition de chaque citoyen individuel. Les zones suspectes auraient dû être établies non pas en fonction de la présence ou de l'absence de dioxine dans le terrain mais en mettant le seuil d'exposition à zéro, c'est-à-dire en considérant tout phénomène épidémiologique nouveau de la région comme potentiellement attribuable à la dioxine : atteintes de la peau, mortalité animale, dégâts sur la végétation, plaintes subjectives de la population. L'établissement de paramètres qualitatifs, la connaissance précise de la quantité de dioxine libérée par l'explosion et le recensement permettent de catégoriser les degrés d'exposition et les confronter au point qui suit.

b) l'établissement de statistiques de mortalité et de morbidité par cause, avant et après le désastre; ces informations pourraient être fournies par un système sanitaire de médecine préventive.

c) l'information systématique et en termes simples de la population pour permettre sa participation active aux enquêtes épidémiologiques.

POUR PRÉVENIR UN NOUVEAU SEVESO

S'il se produisait un nouveau Seveso dans un pays impérialiste, la riposte des institutions bourgeoises ne serait certainement pas beaucoup plus efficace qu'elle ne le fut en Italie. N'oublions pas que les militaires se passionnent pour ce genre de catastrophe où ils observent en miniature les effets de la guerre chimique ou nucléaire, qu'ils passent leur temps à combiner imaginativement sur des ordinateurs (*war games*). Une enquête épidémiologique précise après un accident nucléaire leur apporte de précieuses informations sur l'efficacité de leurs modèles théoriques. Des experts de l'OTAN sont d'ailleurs immédiatement arrivés sur les lieux après l'explosion du réacteur de l'ICMESA !

VIETNAM : LES RAVAGES DE LA DIOXINE

Durant des années, l'armée américaine arrosa le Vietnam du Sud de défoliants et d'herbicides. Parmi ces substances, l'agent orange, contenant de la dioxine. D'après les estimations américaines, plus de 170 kilos de dioxine ont ainsi été répandus, alors que la dose toxique est d'un picogramme (millionième de millionième de gramme).

Les conséquences de ce crime contre l'humanité sont évoquées ci-dessous par le docteur Tôn Đức Lan, professeur de chirurgie à la faculté de médecine de Hanoï, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Tout Va bien* (TVB no 187, du 18 mars 1983).

* Quelles sont les conséquences de ces épandages de produits toxiques sur la santé ?

— Il y a plusieurs conséquences graves sur la santé. Depuis 1973, le professeur Tôn Thât Tufg a signalé que le nombre de cancers du foie a été multiplié par quatre. Il y a également beaucoup d'avortements, de morts *in utero*, de prématurés, de malformations congénitales et des cas de monstruosité.

Nous avons fait des enquêtes hospitalières et épidémiologiques dans les deux parties du pays. Dans les zones du sud arrosées avec ces herbicides, les statistiques ont montré que le taux d'enfants malformés est de trois à quatre fois supérieur à celui des zones non arrosées. Le pourcentage de malformations congénitales dans le sud est également trois à quatre fois plus élevé que dans le nord.

Nous avons constaté que les femmes qui ont été contaminées alors qu'elles étaient petites filles ou pendant leur grossesse pouvaient donner naissance à des enfants malformés. Il y a donc dans le sud une action mutagénique par transmission maternelle. Nous avons également constaté un grand nombre de malformations congénitales dans le nord.

Dans la plupart des cas, il s'agit d'enfants de soldats qui ont fait la guerre dans le sud et ont été contaminés par ces produits toxiques. Dans le nord, nous avons fait une étude sur plus de 40 000 familles, et nous avons constaté que le nombre d'enfants malformés est plus élevé dans le groupe où le père a été dans le sud au moment des épandages de produits toxiques. Il y a donc une action mutagénique transmise également par la voie paternelle. (...)

* Dix ans après l'arrêt des dispersions de produits toxiques, constate-t-on une diminution du pourcentage de ces malformations et des cancers ?

— Pour ce qui est du cancer du foie, le pourcentage reste le même actuellement, et il en va de même pour les malformations congénitales.

Mais il n'est pas possible de dire que les épandages ont cessé en 1971. Lors de la libération de Saïgon, nous avons trouvé des dossiers montrant que les soldats fantoches ont continué à utiliser des produits toxiques jusqu'en 1975. Nous savons par ailleurs que des bidons pleins de produits toxiques ont été lâchés dans la nature par des avions, ce qui explique qu'il reste encore beaucoup de dioxine chez nous.

* La dioxine qui reste actuellement dans le sol représente-t-elle aujourd'hui un danger pour les habitants qui n'ont pas été contaminés au moment de sa dispersion ?

— Nous avons envoyé des échantillons de terre pour analyse dans des laboratoires à l'étranger. Les sept échantillons que nous avons prélevés contenaient de la dioxine à des concentrations de 15 à 20 picogrammes par kilogramme.

Le gros problème auquel nous nous heurtons, c'est que le cycle biologique de la dioxine dans la nature n'est pas encore connu. On ne sait pas encore où passe la dioxine. Cela demande des études approfondies que nous n'avons pas les moyens d'effectuer. Et tant que nous ne connaissons pas le cycle de la dioxine, nous ne pouvons pas savoir exactement ce que nous pouvons cultiver, comment elle se transmet.

* A-t-on une idée du nombre de gens qui ont à souffrir actuellement de manière aiguë de troubles dus à la dioxine ?

— D'après les estimations américaines, il y a 1 200 000 Vietnamiens qui ont été victimes des épandages d'herbicides et de défoliants, mais je pense que le chiffre réel est plus important.

Une seule constatation suffit pour confirmer le fait que les catastrophes à venir prendront les populations et les Etats bourgeois au dépourvu : la prévention des catastrophes et le contrôle de leurs conséquences se préparent à l'avance. Nulle part nous ne voyons cependant les responsables d'institutions concernées s'affairer dans ce sens. Bien au contraire la protection sanitaire est la victime privilégiée des programmes d'austérité sociale. Il n'y a rien à attendre d'"en haut". Les mesures à prendre nous font entrevoir un système sanitaire qualitativement différent de celui que nous connaissons, basé sur la défense intransigeante des besoins sanitaires de la population.

Une véritable prévention des catastrophes doit en effet s'articuler sur trois niveaux :

1. Le contrôle ouvrier sur la production. Le cas de Seveso le prouve de manière éclatante. Un contrôle ouvrier sur la production aurait permis d'éviter les négligences de la direction, de lutter contre les adaptations dangereuses des procédés de production visant à réduire les coûts et augmenter la productivité, tout en augmentant irresponsablement les risques. Le travail fait par le "Groupe de prévention et d'hygiène du milieu" en quelques semaines après l'explosion, disséquant le cycle de production en tenant compte des manipulations précises exigées des travailleurs, est à ce propos exemplaire. Il doit être largement diffusé comme un modèle du genre, montrant comment il a été possible — avec l'aide de spécialistes se mettant à la disposition des travailleurs — de mettre en évidence le mécanisme qui a permis l'explosion et, ainsi, les responsabilités de la direction. Il aurait été possible de prévenir l'explosion par un travail analogue⁵.

2. La création d'un observatoire épidémiologique interdisciplinaire, régional, permanent, tirant ses informations de centres sanitaires décentralisés, sous le contrôle de la population qui en est usagère. Un tel observatoire a une fonction de synthèse de l'information, de stimulation d'enquêtes épidémiologiques et d'interventions préventives. Il est aussi un instrument d'information pour les travailleurs et la population favorisant le contrôle ouvrier et l'autogestion des unités sanitaires. Il est peu coûteux et hautement efficace, comparé dans le cas précis de Seveso aux sommes colossales dépensées pour déterminer la présence de dioxine dans le terrain sans pour autant

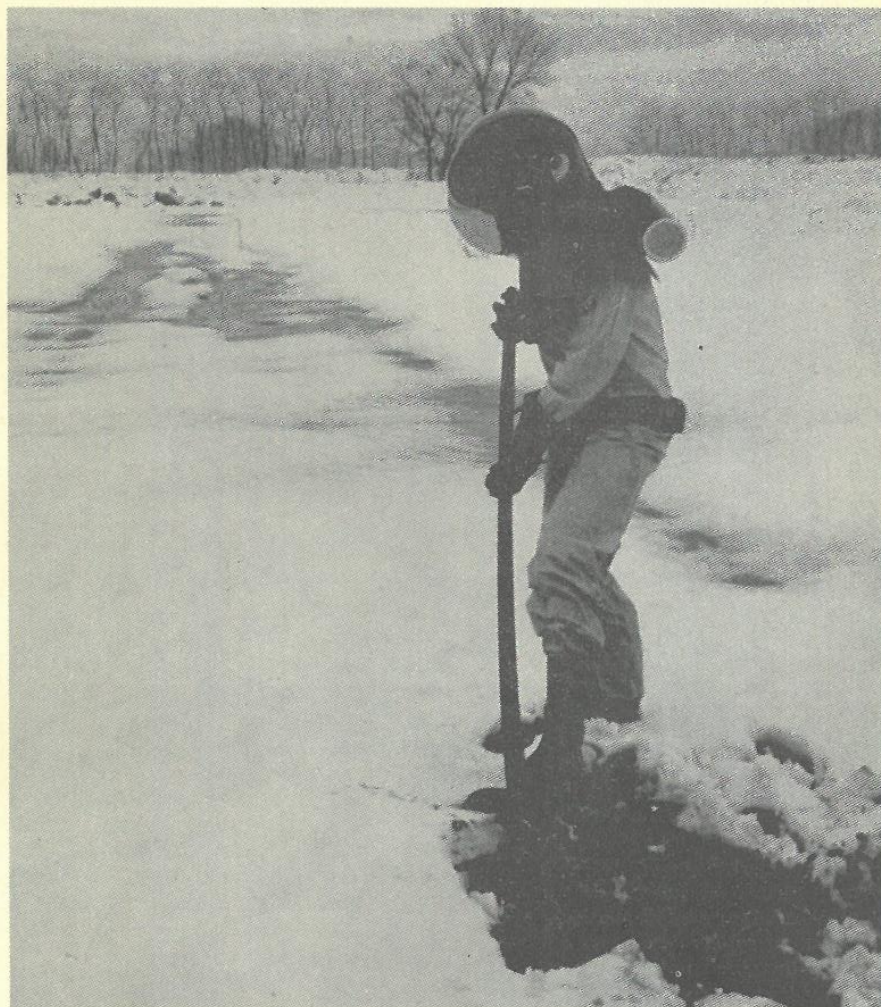
circonscrire avec précision la zone contaminée, et pour les examens sanguins et urinaires extensifs effectués sans plan d'interprétation et stockés n'importe comment dans un ordinateur électronique. Un tel observatoire aurait permis la mise en évidence rapide des modifications intervenues dans les paramètres représentant l'état de santé de la population avant la catastrophe.

3. Un système unique de santé est la condition indispensable pour éviter les cafouillages, les superpositions administratives, le manque de coordination, les chicanes bureaucratiques, les manques lors du prélèvement et l'accumulation des données et leur interprétation. Ceci sans tenir des comptes des avantages généraux liés à la suppression du secteur privé en ce qui concerne la recherche et les coûts.

Le contrôle ouvrier, l'observatoire épidémiologique régional et l'autogestion des centres sanitaires locaux constituent les éléments articulés d'une véritable prévention. Ils permettent une utilisation appropriée des connaissances scientifiques, mais surtout une connexion entre celles-ci et l'intervention préventive qui n'est efficace que si elle s'appuie sur la participation active de la population. La dissociation de la théorie et de la pratique sanitaire est en effet une cause majeure de l'inefficacité de la médecine capitaliste, et elle ne peut être dépassée que si la population salariée, d'objet de la médecine, en devient le sujet actif et conscient, contrôlant son orientation et intervenant dans son application. Un tel système sanitaire fondé sur la conservation de la santé sur trois plans qualitativement différents (la prévention *stricto sensu*, le dépistage précoce de maladies asymptomatiques et la restitution de la santé en cas de maladie ou d'invalidité constituées) exige un haut degré de démocratie directe.

Cet article aura atteint son objectif s'il peut montrer que la banalisation des effets observés à la suite de la catastrophe de Seveso est un danger pour toutes les populations. Il n'y a que l'industrie privée qui puisse y trouver un intérêt immédiat afin de poursuivre la destruction de la nature et des êtres humains pour son égoïste profit. Les leçons de Seveso réclament une solution ouvrière. La préservation à long terme de la santé des travailleurs et du milieu social et naturel dans lequel ils vivent se confond avec le combat contre le système capitaliste exploiteur et pour une démocratie socialiste.

Alfredo Morabia
6 février 1983



Seveso après le désastre : la recherche de la terre contaminée par la dioxine.

1. LEE D.F., *The Aftermath of the Industrial Incident on 10th July 1976 at the ICMESA Chemical Works at Seveso, Milano, Italy. A Report following a Visit to give a technical Help*, 28-31st July 1976, manuscrit du 4 août 1976.

2. "Seveso after five Years", in : *The Lancet* (1981), pp. 731-732. Selon la revue italienne *Sapere*, l'éditorial a été fortement influencé sinon rédigé par Hoffmann-La Roche. Elle confronte cet éditorial à un article de G. Reggiani, directeur de la recherche clinique chez Hoffmann-La Roche, dont de nombreuses phrases sont reprises telles quelles. De plus *Sapere* publie un échange de lettres entre la rédaction de *The Lancet* et un groupe de médecins italiens ayant directement participé aux opérations de Seveso (Santi et al.) et réfutant le contenu de l'éditorial. La lettre du Professeur Santi fut finalement publiée, mais après modification du ton de la lettre et de certains passages. Une vraie leçon de choses sur le rôle de filtre que jouent les revues scientifiques officielles pour les opinions divergentes, *Sapere* no 848 (juin-août 1982), pp. 82-84.

3. TOGNONI Giovanni, "La Scienza risponde all'"incidente" di Seveso", in : *Sapere* no 848 (juin-août 1982), pp. 5-12.

4. MACCAGARO Giulio A., "Seveso, un crimine di pace", in : *Sapere* no 796 (nov.-dic. 1976), pp. 4-9.

5. "Gruppo di prevenzione e di igiene ambientale" del Consiglio di fabbrica Montedison Castellanza; MAZZA B. e SCATTURIN V., "ICMESA, come e perché", in : *Sapere* no 796 (nov.-dic. 1976), pp. 10-36.

6. HOLMSTEDT B., "Prolegomena to Seveso", in : *Arch. Toxicol.*, 44 (1980), pp. 211-230.

7. CANOSA R., "La Transazione", in : *Sapere* no 848 (juin-août 1982), pp. 110-115. Ne sont pas concernés par l'accord les dégâts futurs actuellement non précisables tels que les cancers.

8. DILWORTH C., SCATTURIN V., "Mappatura dell'inquinamento da diossina nel disastro di Seveso", in : *Sapere* no 848 (juin-août 1982), pp. 75-80.

9. BERRINO F., "TCDD Mortalità e incidenza dei tumori", in : *Sapere* no 848 (juin-août 1982), pp. 38-47.

10. Une revue récente de la littérature à ce sujet se trouve dans LOGUE J.N., MELICK M.E., HANSEN H., "Research Issues and Directions in the Epidemiology of Health Effects of Disasters", in : *Epid. Rev.*, 3 (1981), pp. 140-162.

11. BABA A., TOKUHATA G., KING M. and al., "Registration and Long Term Health Surveillance of the Three Mile Island Population", in : *American Journal of Epidemiology*, 112 (1980), p. 442.



Z'AVEZ PAS VU PASSER LES DÉCHETS ?

Le trust Hoffmann-La Roche est connu depuis longtemps pour sa politique du secret. Secret commercial, financier et d'affaires. L'insondable entreprise de la chimie helvétique a cependant réussi à dépasser toutes les bornes dans l'affaire des déchets de Seveso. Ceux-ci, réunis dans 41 fûts, sont sortis d'Italie sans que leur destination finale ne soit connue. Hoffmann-La Roche se borne à expliquer qu'ils sont en sécurité "dans une cave d'argile" sans en donner une quelconque localisation. Ce mépris fantastique — car qui peut donc faire confiance à une entreprise qui libère de la dioxine comme d'autres de la vapeur ? — a même provoqué une interpellation au Parlement européen.

Le magazine scientifique français *Science et Vie* — qui au passage rappelle le pouvoir hautement toxique de la dioxine : cinq cents fois celui de la strychnine, dix mille fois celui du cyanure — a mené sa propre enquête sur la base de renseignements fournis par le mouvement écologiste "Green peace". Il en concluait que les déchets — pris en charge par l'entreprise Mannesmann Italiana de Milan sous condition que leur lieu de dépôt reste secret et qu'il ne soit situé ni en Suisse, ni en Italie, ni en mer — pouvaient se trouver en France.

Branle-bas de combat dans les rédactions, qui lancent leurs reporters sur la piste. Et l'on finit par trouver trace du passage des 41 fûts dans un entrepôt de Saint-Quentin. Depuis lors l'entrepôt a fermé, son "atelier d'élimination du PCB (polychlorodiphényle, autre substance toxique, connue sous le nom de "pyralène") fonctionnant dans des conditions irrégulières. Autre constatation réjouissante pour la population de l'endroit : l'entreprise de Saint-Quentin stockait les déchets dont elle était chargée n'importe comment, les fûts attaqués par la rouille n'étant pas rares (Libération du 30 mars 1983).

Depuis lors on a reperdu la trace des déchets de Seveso. Les ministères de l'Environnement de France et d'Allemagne jurent qu'ils ne sont pas dans leur pays respectif et Hoffmann-La Roche se tait. La loi du silence ne vaut pas que pour le "milieu" sicilien, elle s'applique aussi chez les mafiosi helvétiques de la chimie. Et tant pis pour la vie et la santé des populations concernées.

France :

Au nom de qui agissent-ils, ces ministres qui viennent de mordre la poussière aux municipales, désavoués par l'électorat populaire ? Au nom de qui, Mitterrand et son gouvernement se permettent-ils d'imposer aux travailleurs une baisse brutale, bovine, du pouvoir d'achat ? Ils sont dirigeants du PS, du PC, du PSU, du MRG. Mais qu'espèrent-ils ? Séduire les patrons, peut-être, qui pour les beaux yeux de Mauroy se mettraient à investir et créer des emplois ? Absurde, grotesque ! Les cadeaux, les subventions que le CNPF a reçus ont permis de rentabiliser, de licencier. Espèrent-ils, ces ministres dignes d'un cabinet Thatcher ou Reagan, sauvegarder un électorat populaire qui les a portés au pouvoir, avec ce genre d'attaque frontale contre le niveau de vie des salariés ? Imposer la restriction des déplacements des congés payés, alors qu'ils laissent courir, depuis le 10 mai, les capitaux par milliards ! Augmenter les tarifs publics, l'impôt, le prix de la santé... Rien ne peut le justifier, si ce n'est la volonté de satisfaire le patronat.

Que l'économie soit en crise, c'est une évidence. Mais

L'austérité au nom de qui ?

leur plan d'austérité ne rapportera que 70 milliards, tout bien compté, payés à grand-peine par les travailleurs. Une misère, ce chiffre. Officiellement, messieurs les gros bourgeois fraudent par an 90 milliards de francs. Nos chers ministres ne veulent pas y mettre leur nez. Ils préfèrent fouiner dans les poches ouvrières. On sait que 50 milliards de cotisations à la Sécurité sociale n'arrivent pas dans les caisses, grâce aux divers trucages des patrons. Sans parler des fameux 500 milliards réfugiés en Suisse. Ou des 600 milliards d'exportation légale des capitaux, en 1982. Chiffres astronomiques, mais bien réels. Pour récupérer ces capitaux, il faudrait affronter les patrons, prendre des mesures contradictoires aux intérêts des troupes de monsieur Gattaz. Ces mesures anticapitalistes, qui permettraient de se sortir de la crise, c'est une autre politique. Elle suppose une mobilisation permanente des travailleurs, leur contrôle sur les mouvements commerciaux et bancaires, bref, qu'ils aient en main, eux et eux seuls, les leviers de commande de l'économie.

C'est aussi par la lutte qu'il faudra imposer le retrait des mesures d'austérité gouvernementales. Les directions nationales des syndicats ouvriers tergiversent et ne disent pas vraiment non. Elles s'apprêtent à accepter l'inacceptable, à servir d'auxiliaires au gouvernement. Au contraire, les réactions des travailleurs sont nettes : c'est le rejet, le refus. Il faut donc une riposte nationale à cette attaque nationale qui frappe tout le monde. Des actions syndicales sont envisagées par département ou par métier. Or, tout pousse à l'union la plus grande, interprofessionnelle, pour faire converger ces actions multiples et décentralisées vers une grève nationale de 24 heures. Seule cette grève nationale fera reculer le gouvernement. Les dirigeants syndicaux doivent refuser publiquement, en bloc, le plan d'austérité et préparer une telle action. L'unité est possible. Pour le 1er Mai, CGT, CFDT et FEN l'envisagent positivement. Elle l'est donc tout de suite pour la riposte nationale. Que les dirigeants syndicaux l'organisent.

C'est le devoir le plus évident des députés du PS et du PC de s'opposer, à l'Assemblée, à l'adoption du plan d'austérité.

Pour rappeler leur devoir à tous ces gens-là, il faut tout faire pour que s'exprime le refus des mesures d'austérité. (Editorial du 1er avril 1983 de Rouge, hebdomadaire de la LCR, section française de la IVe Internationale)



Soldats salvadoriens encadrés par un conseiller militaire US.

Amérique centrale :

VERS LA VIETNAMISATION ?

Aide militaire accrue aux assassins du peuple salvadorien, mise en place de projets de "pacification", développement des activités multiples de la CIA dans la région et finalement offensive militaire des mercenaires somozistes au Nicaragua. Visiblement l'impérialisme américain a passé la vitesse supérieure dans son agression contre les paysans pauvres et les travailleurs d'Amérique centrale. Que cela se produise juste après la visite du pape n'étonnera que ceux qui ont oublié l'alliance naturelle du sabre et du goupillon.

Certes, les résistances sont nombreuses encore dans le camp impérialiste lui-même face à cet accroissement de l'intervention US. Non pas que les députés démocrates aux Etats-Unis ou que les bourgeoisies européennes soient particulièrement sensibles aux revendications des peuples centro-américains. Mais bien parce que, vu la lutte héroïque des forces révolutionnaires dans la région, l'ombre du Vietnam plane. Renforcer l'intervention, c'est du coup hausser la mise...

A cela une seule réponse : redoubler de solidarité, relever le défi lancé par Reagan.

Une propagande de guerre

Lorsque la machine de guerre américaine commence à s'ébranler, elle prépare son mouvement par un intense tir de préparation psychologique. L'artillerie lourde est alors en première ligne. Ronald Reagan lui-même a donné l'exemple dans son discours de San Francisco du 4 mars. Parlant des révolutionnaires centro-américains, il a expliqué : "S'ils conquièrent un nouveau point d'appui, en plus de celui qu'ils ont déjà au Nicaragua, si le Salvador tombe par suite de l'agression armée de la guérilla, alors je crois que le Costa Rica, le Honduras et Panama suivront". Le sénateur Henry Jackson, qui soutient la politique de Reagan, déclarant pour sa part : "Il en va de l'avenir de la région. Le vrai danger est celui de la déstabilisation du Mexique". Quant au pasteur Jerry Falwell, intime de Reagan et chef du mouvement de la "majorité morale", il n'avait plus qu'à renchérir en disant tout de go : "Si nous ne les combattons pas au Salvador, nous devrons les combattre à El Paso (ville frontière des Etats-Unis, réd.)" (Der Spiegel du 28 mars 1983).

Cette atmosphère de guerre a évidemment pour but de faire passer les nouveaux crédits militaires accordés au Salvador (60 millions de dollars supplémentaires). Elle vise aussi à légitimer toutes les actions entreprises par l'impérialisme US dans la région. Et l'on découvre peu à peu l'ampleur du dispositif que Reagan et ses sbires

du Pentagone mettent en place.

Les tentacules de la contre-révolution

Ainsi, par exemple, les nouveaux crédits militaires pour le Salvador ont été justifiés en expliquant aux parlementaires américains qu'ils étaient juste suffisants pour maintenir les 55 conseillers militaires US déjà en place. Ils n'ont appris qu'ensuite qu'à côté de ces 55-là, 150 techniciens et agents des services secrets aidaient aussi les généraux salvadoriens.

Au Honduras, porte-avion de l'intervention américaine, base de départ des contre-révolutionnaires somozistes, la CIA compte environ 150 agents. Et l'armée de l'air US vient de mettre en service une station radar desservie par 50 militaires. La présence des agents américains dans le pays est telle que dans la capitale, Tegucigalpa, on raconte l'histoire suivante : au bar de l'"Holiday Inn", quartier général des "gringos", un nouveau venu se voit demander sa profession. Il explique qu'il est ethnologue, ce qui déclenche un éclat de rire général dans le bar, tous les autres yankees présents assurant qu'eux aussi sont des "ethnologues"...

Les "vietnamiens" sont de retour

Pour diriger et coordonner cette invasion militaire silencieuse, le président Reagan a su s'entourer d'un personnel hautement qualifié. Le Washington Post a rappelé récemment les brillants états de service de

ces traîneurs de sabre "qui veulent faire oublier leurs erreurs du Mekong sur les collines du Honduras, du Salvador et du Nicaragua". Parmi eux :

- * Thomas Ender, responsable des bombardements du Cambodge est aujourd'hui sous-secrétaire d'Etat, responsable de l'Amérique latine;
- * Craig Johnstone, assistant du chef de la CIA au Vietnam, y dirigea les programmes de "pacification" et de regroupement de la population villageoise; il dirige aujourd'hui le bureau des affaires centro-américaines au State Department;
- * John Negroponte, sous-secrétaire pour l'Asie de l'Est à l'ambassade américaine à Saïgon est aujourd'hui ambassadeur au Honduras.

Ce sont eux qui sont, entre autres, chargés du développement des réseaux de renseignements US en Amérique centrale, à coup de millions de dollars. Ce sont eux aussi qui, le cas échéant, feront appliquer le plan mis au point par les conseillers militaires américains au Salvador. Elaboré durant deux ans, il devrait permettre à l'armée salvadorienne de gagner définitivement la guerre civile.

Il prévoit l'engagement, contre les bastions de la guérilla, de plus de 10 000 soldats dans le cadre d'opérations "Research and Destroy" (Recherche et destruction : les blessés et les prisonniers de guerre sont alors rares...). Un programme de "pacification", avec regroupement militaire des villageois, devrait ensuite être appliqué. Bref un scénario criminel, déjà réalisé sans succès dans les campagnes vietnamiennes.

A ces efforts s'ajoute le soutien évident, quasi ouvert (et aujourd'hui attesté même par la presse américaine : cf. *International Herald Tribune* du 29 mars) apporté par les Etats-Unis aux mercenaires somozistes qui opèrent au Nicaragua, commandés du reste par l'ancien attaché militaire de Somoza à Washington, le colonel Enrique Bermudez Varela, dont la formation militaire a été faite aux Etats-Unis.

Reagan a incontestablement fait un pas de plus vers l'intervention directe. Il est absolument nécessaire que le mouvement de solidarité avec les révolutions centro-américaines réplique au même rythme.

Eric Peter

Pologne :

Documents de la clandestinité

Cela fait plusieurs mois que la lutte des travailleurs polonais ne trouve plus place dans la presse, écrite ou parlée : depuis que fin 1982 la bureaucratie de Jaruzelski a suspendu l'état de guerre pour mieux établir son pouvoir.

Il arrive, certes, qu'on évoque la situation en Pologne. Pour se réjouir tout aussitôt que Superman-Jean-Paul II ajoute un nouvel exploit à sa longue série d'aventures; ces inepties désorientent les travailleurs et apportent un répit précieux à la dictature de la nomenklatura.

Depuis le début de l'année les procès contre des militants de Solidarność se multiplient. Après le 13 décembre, après la délégalisation de Solidarność, c'est là le troisième coup que le général Jaruzelski cherche à porter au syndicat indépendant et autogéré des travailleurs polonais. Plusieurs dizaines de dirigeants sont encore promis à cette justice d'exception.

La récente et absurde condamnation d'Anna Walentynowicz, de Gdansk, à 16 mois de prison avec sursis n'a qu'une signification possible : ils ne veulent pas desserrer l'étau, nous ne devons pas relâcher la solidarité.

Pendant ce temps, un débat riche et intense anime le syndicat des travailleuses et travailleurs polonais, soudé autour de la déclaration-programme "Solidarność aujourd'hui" de sa Commission provisoire de coordination (la TKK). Nous y consacrons un dossier d'un prochain numéro de La Brèche.

Nous publions ci-dessous deux documents importants, traduits en français par le Comité de coordination du syndicat Solidarność en France, dans son journal Robotnik 83, numéro 3.



Le pouvoir totalitaire en Pologne est-il communiste ?

par Leszek Nowak

Leszek Nowak est professeur de logique à l'Université Adam Mickiewicz de Poznan et spécialiste éminent de la méthodologie en sciences humaines. Militant du syndicat Solidarność, il a été interné de longs mois à la suite de l'établissement de l'état de guerre pour ses activités dans le milieu ouvrier. L'article ci-dessous a paru dans le bulletin édité à Cracovie par le Mouvement de résistance de l'Association indépendante des étudiants (RO NZS).

Posons la question la plus simple : par qui sommes-nous gouvernés ? La réponse paraît-elle aussi simple : par les communistes, bien sûr. Et déjà, dans cette réponse, qui semble évidente, il y a du faux. (...)

Nous sommes gouvernés par une classe qui exerce une triple domination et qui dispose en même temps de l'appareil de la répression, des moyens de production et des moyens d'endoctrinement (mass media, système d'éducation, etc.). Et c'est cela et non l'idéologie proclamée qui définit l'appareil du Parti. Son trait essentiel est le fait qu'il détient les moyens du pouvoir politique, économique et spirituel, alors qu'il est en même temps l'Etat, la propriété privée et

l'"Eglise". Et il utilise ces moyens pour approfondir son pouvoir sur nous.

Ce n'est que quand on comprend cela, que l'on peut comprendre que cette classe, celle de ceux qui s'appellent les communistes, liquide les institutions démocratiques en introduisant la dictature du Parti. Bien sûr, pourquoi feraient-ils différer les élections libres ? Pour perdre éventuellement un des trois pouvoirs qu'ils possèdent ? Pourquoi auraient-ils besoin d'autres partis ? Pour qu'ils fassent appel aux masses et limitent leur pouvoir sur nous ? (...)

C'est pour que nous nous habituions à penser ce système de triple pouvoir à l'aide de son idéologie et pour que nous ayons les yeux fixés sur les slogans communistes et non sur les moyens matériels de domination du pouvoir sur nous.

Le fait que cela soit efficace se vérifie au travers des activités de Solidarność. On a consacré énormément de temps et d'énergie à la lutte verbale et pas assez à la lutte contre ce sur quoi ce système se base. Au lieu de trop parler, il fallait commencer à faire reprendre les usines par des commissions ou-

vières, il fallait arracher nos ateliers aux propriétaires du Parti. Et c'est cela qu'il faudra faire en août prochain : reprendre le pouvoir économique à la nouvelle classe dominante.

Il ne faut pas perdre de temps à lutter contre des moulins à vent ni à débâter sur les Russes. Tout notre espoir est dans les masses populaires d'Union soviétique. Une grève significative là-bas vaut plus que tous les applaudissements adressés à Solidarność venant de l'Ouest. Ce sont des pauvres gens, encore plus opprimés que nous, des gens à qui ce système ne convient pas plus qu'à nous. Seulement, ils ont peur de lui comme nous en avons peur il y a vingt ans. C'est avec eux que nous devrions être solidaires, au lieu d'être fiers de notre "européanité". Si nous pouvons être fiers de notre pays, c'est parce qu'il est à l'avant-garde dans les processus de libération du socialisme. Et si ce qui se passe chez nous a une importance historique c'est seulement parce que cela accélère la destruction du système de triple pouvoir en Union soviétique.

"Barykada" no 4,
du 16 décembre 1982

Message à l'opposition démocratique en URSS

Aux amis de Moscou,

Les faits : Solidarność en Pologne, c'est un mouvement syndical de dix millions de travailleurs né de la révolte ouvrière du Littoral et du pays tout entier en août 1980. Ce mouvement a lutté pendant seize mois d'une manière pacifique pour l'amélioration des conditions de travail, pour l'amélioration de la rémunération et pour le droit au contrôle social sur le pouvoir totalitaire et corrompu. Il n'a jamais tenté, ce dont on l'accuse maintenant, de renverser le gouvernement et de s'emparer du pouvoir. Le 13 décembre dernier, avec l'approbation du Kremlin, la junte du général Jaruzelski, semblable à la junte fasciste de Pinochet, a introduit l'état de guerre (...)

Une terreur de type stalinien règne en Pologne. Les détenus sont torturés. On emploie les armes contre les manifestants. Le sang des ouvriers coule.

Les possibilités : Solidarność, ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier polonais, c'est une idée révolutionnaire. C'est la proposition d'un nouvel ordre social, qui n'est pas encore tout à fait défini. Le capitalisme perçoit les intérêts collectifs au travers de l'intérêt de l'individu; le communisme sous sa forme soviétique sacrifie l'intérêt de l'individu sous prétexte de défendre les intérêts des masses. On peut nommer

"solidarisme" le régime qui voit l'intérêt de l'individu au travers des intérêts collectifs.

La solidarité c'est une nouvelle idée sociale et en même temps le moyen de la faire triompher. C'est la formule et la voie pour vaincre les régimes totalitaires de l'Est et les égoïsmes particuliers de l'Ouest. (...)

Les demandes : Propagez la vérité sur Solidarność. Démontrez aux habitants de votre grand pays son caractère universel et progressiste. Editez le texte de l'appel du Premier Congrès du syndicat Solidarność à tous les peuples de l'Est. Sans craindre la répression, essayez d'élargir la base sociale de votre action et informez les élites de toutes les couches de la société. Il ne suffit pas de faire circuler les tracts parmi les siens. Nous savons que chez vous cela est très difficile, mais nous vous demandons de vous adresser, par vos publications, aux gens des usines et de la rue. Essayez d'apprendre les nouvelles formes techniques de la propagande clandestine, telles que nos stations de radio amateurs. Organisez-vous sous le mot d'ordre de solidarité et luttiez pour lui. (...)

Le 28 octobre 1982
Pour l'Entente
Solidarité Combattante
Kornel Morawiecki

"Biuletyn Dolnoslaski" no 8/39
de novembre 1982



notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... notes ... no

Guatemala :

Un témoignage hallucinant

Dans sa dernière session, le Tribunal permanent des peuples s'est prononcé sur la situation au Guatemala. Dans les attendus de sa sentence, il estime à environ cent mille personnes le nombre des victimes de la terreur militaire au cours des trente dernières années. Les huit derniers mois, sous la dictature de Rios Montt, ces assassinats ont fait plus de 8000 victimes.

Parmi les nombreux témoignages examinés par le Tribunal, celui d'une indienne guatémaltèque originaire de la région du Quiché, Rigoberta Menchu, montre de manière dantesque la réalité de la répression qui frappe les communautés paysannes indiennes au Guatemala. Nous en publions ci-dessous les passages concernant l'un de ses frères et sa propre mère.

"Un jour, mon frère âgé de quatorze ans a été enlevé. Notre famille

en a été avertie. Nous avons su que pendant deux semaines les militaires l'ont torturé. Ils lui ont arraché les ongles, coupé la langue, meurtri la plante des pieds, brûlé la peau. (...) Un camion militaire est arrivé à huit heures du matin et une vingtaine d'hommes défigurés en sont descendus, dont mon frère. Nous avons eu du mal à le reconnaître. Les prisonniers ont été placés en rangs face à leurs familles et aux autres paysans pour écouter le discours du capitaine qui s'interrompait chaque fois qu'un prisonnier tombait. Ceux-ci avaient du mal à se tenir debout. Les soldats les faisaient se relever à coups de crosse; ils leur ont ensuite retiré leurs vêtements ensanglantés, ce qui n'a pas été facile car les vêtements collaient au corps. Les prisonniers ont alors été jetés au sol, attachés et arrosés d'essence, puis brûlés.

"Je regardais mon frère qui n'est pas mort tout de suite. Il y en avait qui criaient, d'autres qui suffoquaient.

Les corps se tordaient de douleur. (...)

"Ma mère est morte quelque temps plus tard : les militaires l'ont violée, comme ma sœur, et torturée à petit feu pour qu'elle dise où se trouvaient les guérilleros. Mais elle était de ceux qui préfèrent la mort à la trahison. Elle était à l'agonie lorsque le commandant a ordonné qu'on lui fasse une perfusion et qu'on l'alimente. Lorsqu'elle a repris des forces, ils ont recommencé à la torturer. De nouveau agonisante, ils l'ont mise sous un arbre, en pleine campagne, et bientôt son corps s'est recouvert de vers, car il y a dans notre pays des mouches qui se posent sur les blessures où elles pondent des œufs. Les soldats montaient la garde de jour comme de nuit pour empêcher qu'on lui porte secours. Elle a longtemps lutté contre la mort et elle a finalement succombé. Nous n'avons pu mettre son corps en terre car la troupe est restée jusqu'à ce qu'elle soit dévorée par les urubus et les chiens. (...)"

Au bénéfice de qui?

A l'occasion des élections municipales genevoises, l'AMR (Association pour l'encouragement de la musique improvisée, qui publie la revue *Viva la Musica*) a adressé un questionnaire à tous les partis qui se présentaient. Les questions étaient les suivantes : "1) Pensez-vous que le système des subventions tel qu'il se pratique actuellement donne satisfaction ou devrait-il être réexaminé ? 2) Quelles démarches entendez-vous entreprendre pour améliorer l'accès à la culture vivante ? 3) Pensez-vous qu'un effort plus important en direction des groupes non stabilisés (jazz, rock, théâtre, arts plastiques) doit être réalisé ? 4) Quelle est votre position quant aux demandeurs de concession radio ?".

Nous publions ci-dessous les réponses faites par la section de Genève du PSO. Elles précisent brièvement quelques mesures permettant d'aller effectivement vers une pratique de masse de la "culture populaire", par ailleurs si chérie en période électorale.

1. Subventions

A Genève, les dépenses de publicité des firmes privées englobent l'équivalent de 10 fois le budget de la culture ! Ce sont là les hauts lieux de la création dans une économie de profit. Une raison de plus de vouloir changer radicalement cette société. Mais voyons comment est partagée la misère restant pour la création artistique :

Le Grand Théâtre accapare 7,6 millions sur les 8,6 millions de subventions à la musique. Côté théâtres, 5,4 millions sur 7 millions sont attribués aux théâtres établis (Comédie, NTP, Carouge). Les autorités mènent donc clairement une politique culturelle de prestige. Revers de la médaille : la formation musicale (orientée exclusivement vers la musique classique) ne dispose que de 625 000 fr. pour toutes les écoles de musique genevoises (Lausanne donne quatre fois plus; Bienne, deux fois plus !); la musique improvisée a tout juste droit aux miettes...

Fondamentalement, les subventions sont distribuées selon une échelle de valeurs conservatrice :

a) priorité à la consommation passive de productions prestigieuses (Grand Théâtre) sur l'activité culturelle (multiples groupes amateurs et semi-professionnels, formation artistique).

b) priorité aux formes classiques, aux professionnels éprouvés.

c) priorité à la satisfaction des goûts d'une couche restreinte de la population (habituels du Grand

Théâtre, de la Comédie ou des concerts de l'Orchestre de la Suisse Romande); le monde culturel vécu et pratiqué par des milliers de personnes — jazz, rock, cinéma, etc. —, des jeunes en particulier, est banni de cet univers feutré.

C'est le Conseil municipal qui décide... Or, il n'est élu que par 25 o/o de la population (ceux qui ne s'abstiennent pas), dont sont en plus exclus les jeunes de moins de 18 ans (très actifs culturellement) et les immigrés (45 o/o de la population active)... Doit-on encore s'étonner que la majorité de ce Conseil municipal vote une subvention de 500 000 fr. au musée de l'armée genevoise, contre 150 000 francs à l'AMR ?

2. L'accès à la culture vivante

Favoriser l'accès à la culture vivante nécessite fondamentalement une réduction du temps de travail pour tous. Tant que l'écrasante majorité de la population devra consacrer plus de 40 heures par semaine à un travail aliénant, il restera vain de parler de démocratisation de l'accès à la culture vivante. De même, la libération des femmes (en particulier par rapport aux tâches ménagères) est une condition pour leur participation à part entière à la vie culturelle.

Dans l'immédiat, des mesures extrêmement simples — dans le cadre de la politique municipale et cantonale — permettraient d'améliorer l'accès de tous à la culture. Quelques exemples :

* Gratuité (subventionnement intégral) et suppression du numerus clausus à l'entrée des écoles de musique et des écoles d'art. Ouverture d'un nombre de places correspondant à la demande (y compris pour les adultes).

* Mise à disposition d'un nombre suffisant de locaux de travail pour les groupes qui en font la demande.

* Encouragement des activités culturelles vivantes pour les jeunes d'âge scolaire, par la mise sur pied d'ateliers (musiques, arts plastiques, arts dramatiques, cinéma, etc.) facultatifs et gérés par les usagers (dans le cadre des horaires d'école). Mise à disposition des infrastructures nécessaires par le Département de l'Instruction publique (prêt d'instruments de musique, de caméras, etc. — le service des loisirs prête bien des skis ! —, mise à disposition de locaux et d'animateurs).

* Baisse du prix des places des spectacles (cf. subventions).

* Meilleur accès des groupes locaux à la radio et à la TV.

* Service public pour la gravure et la diffusion de disques (idem pour les films), sans but lucratif, destiné à des groupes locaux (mise à disposition des infrastructures de la radio et de la TV).

3. Voir points 1. et 2.

4. Concessions radio

Nous sommes favorables à l'accès de tous aux grands moyens de diffusion. Aujourd'hui, c'est l'Etat (monopole radio-TV) et les trusts privés (Ringier, Publicitas, etc.) qui se partagent le gâteau.

Les radios locales sont accessibles à de petits moyens financiers. Il est techniquement possible d'en loger un grand nombre sur les fréquences disponibles. Nous sommes donc favorables à l'attribution de concessions (avec subventions) aux groupes à but non lucratif qui en font la demande. Il est absolument intolérable qu'un petit groupe de responsables (états-majors des trusts de la diffusion, conseil d'administration de la radio ou de la TV) décide de l'information et de la vie culturelle de millions de personnes.

PSO, section de Genève

**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !**

THONON (FRANCE)

Maison des arts et loisirs
ma 26, me 27, je 28 avril, 21h. : *Nanas de Espinas*, d'après "Noces de sang" de Federico Garcia Lorca, par la Cuadra de Séville, mise en scène de Salvador Tavora. La Cuadra de Séville est une troupe de théâtre formée de travailleurs espagnols émigrés en Belgique et en France. tél. : 71 39 47.

GENÈVE

Musée Rath, Place Neuve
jusqu'au lu 23 mai : rétrospective *Jean Tinguely*. 10 à 12h., 14 à 18h., et aussi le me de 20 à 22h., fermé le lundi matin.

Comédie de Genève
du ma 26 avril au sa 7 mai, 20h.30, je à 19h. (relâche lu) : *Hamlet*, de W. Shakespeare, mise en scène de Benno Besson.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
ve 15 avril, 21h. : *Magnoni / Demierre Duo*.
sa 16, 21h. : *La Geneva* (sept musiciens du Zaire). di 17, 18h. : *Maladie Honteuze* (rock

à cent sous). ma 19, 21h. : *The Jazz Doctors*.
ve 22, 21h. : *Paul Thommen Trio*. sa 23, 21h. : *Roda de Samba* (musique populaire brésilienne). di 24, 18h. : *Plaisir d'Avril* (rock à cent sous). Org. : AMR.

Théâtre provisoire (quai Ernest-Ansermet)
du di 10 au sa 16 avril, 20h.30 : *Un rideau d'incoloré* par le Théâtre de la Pomme Verte. du ma 19 au sa 23 avril, 22h. : *Le Grand Silence*, montage de textes d'Oscar Wilde réalisé par Pierre Biner avec les élèves de l'Ecole supérieure d'art dramatique. Entrée libre.

LAUSANNE et VAUD

Casino de Montbenon, Salle Paderewski
di 17 avril, 20h.30 : *Maxime Le Forestier*. Fr. 25.—, ét. Fr. 20.—. Loc. 021 / 20 26 35, Service culturel Migros.

En avril à la cinémathèque : films de Louis Feuillade. *Fantomas* (1913-1914). *Les vampires* (1915-1916). *Ti Minh* (1918). Rens. : 021 / 23 74 06. Et aussi : *Carmen Jones*, de Otto Preminger (USA, 1954) : me 20 avril, 20h.30, salle Paderewski; je 21, 18h.30, ve 22, 15h., Cinématographe.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes
je 14 avril, 20h.30 : *Chatouille "La Sainte-Folie inachevée"*. Fr. 15.—. Rés. : 021 / 43 85 94.

Cabaret-théâtre des Faux-Nez, rue de Bourg
30e anniversaire. jusqu'au me 11 mai : *Les quatre doigts et le pouce*, ou *La main criminelle*, de René Morax. En première partie : du je 14 au me 20 avril : *Zaneth*. du je 21 au me 27 avril : *Marie Hofner* et *Jean-François Monot* chantent *Jean-Villard Gilles*. Loc. : Casino de Montbenon, 021 / 23 82 52.

Théâtre du Lapin Vert
du ma 12 au sa 30 avril, 20h.30 (relâche di et lu) : *Une saison en enfer*, d'Arthur Rimbaud, par le Théâtre de l'Ephémère. Fr. 12.— et Fr. 15.—.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
ma 19, me 20 avril, 20h.30 : *Die Sehnsucht der Veronika Voss* (*Le secret de Veronika Voss*), de Rainer Werner Fassbinder (RFA, 1982). ve 22, sa 23, 20h.30 (sa aussi à 16h.) : *La danse du corbeau* (*Korpinpolka*), de Markku Lehmuskallio (Finlande, 1980).

Gall Hurin

l'événement

Armée :

MABILLARD S'EN VA-T-EN GUERRE

Les manœuvres de l'armée deviennent de plus en plus des événements suivis avec emphase par les médias. L'opinion publique doit s'accoutumer lentement à des interventions intérieures de l'armée. Il s'agit de créer un climat qui permette de rehausser la cote de popularité des dépenses militaires, passablement maltraitées dans un récent sondage d'opinion commandé par le Département militaire fédéral (DMF). Dans ses derniers "Kriegsspiel" la hiérarchie militaire fait un pas de plus : elle a diffusé des tracts "subversifs" afin de tester la résistance "psychologique" des soldats. Ordre fut donné aux soldats d'interpeller, arme au poing, des civils étonnés. C'est ça, le style Mabillard, chef de l'instruction de l'armée suisse.

Une armée "populaire" ?

"L'armée est populaire" titrait récemment le quotidien zurichois *Tagesanzeiger*. Tel était son jugement du récent sondage auquel a procédé le DMF. Pourtant, l'armée est loin d'être aussi populaire que ne voudraient nous le faire croire Chevallaz et ses sbires. Cela se voit surtout à propos des dépenses militaires. 35 o/o des personnes interrogées estiment les dépenses militaires largement trop élevées, 18 o/o plutôt trop élevées, 10 o/o peut-être trop élevées. Ces 63 o/o s'opposent aux 11 o/o qui estiment les dépenses trop basses. 25 o/o estiment les dépenses ni trop hautes, ni trop basses.

On a ainsi la confirmation, par un sondage du DMF, que presque les deux tiers des Suisses souhaitent que l'on dépense moins pour l'armée. D'autres sondages, demandant dans quel secteur des dépenses étatiques les "économies budgétaires" étaient prioritaires, ont fourni des résultats analogues. "Dans les dépenses militaires" fut la réponse habituelle. A cela

s'ajoute le fait que plus de la moitié des personnes interrogées pour le DMF sous-estiment le montant réel des dépenses militaires — et les jugent malgré tout trop élevées.

Le DMF a ainsi livré la preuve que le référendum en matière de crédits militaires est indispensable !

Une jeunesse aux idées critiques

Le sondage a révélé un autre fait qui va donner — du moins on l'espère — encore quelques insomnies à Chevallaz : l'enthousiasme pour l'armée décroît proportionnellement à l'âge. Si le 68 o/o des personnes de plus de 50 ans ont encore une très haute opinion de l'armée, ce pourcentage descend à 36 o/o pour les jeunes de 15 à 19 ans. 27 o/o de ces derniers donnent une mauvaise note à l'armée. Ajoutons à ces chiffres une remarque encore. Lorsqu'on demande à des personnes âgées leur avis sur l'armée, elles pensent en premier lieu aux soldats. Si on sollicitait leur opinion sur le corps des offi-

ciers les résultats seraient certainement pires !

"Plus de dureté, moins de psychologie"

Le chef de l'instruction n'est pas très impressionné par le manque d'enthousiasme des jeunes à l'égard de l'armée. Roger Mabillard se borne à retourner le compliment. La jeunesse n'est pas chez lui en odeur de sainteté. Il y a une année déjà, Mabillard avait fait parler de lui en traitant la jeunesse de "ramollie" !

Dans un récent entretien accordé au *Tagesanzeiger* (10 mars 1983), il a répété son opinion.

Son but principal est de rendre le soldat "apte à la guerre". Il a déclaré : "Naturellement, il y a une divergence entre les attentes créées par la société moderne et les besoins d'une instruction suffisante pour un état de guerre. Mais comme il n'y a pas de compromis raisonnable possible entre ces deux oppositions, je vais surtout soutenir la nécessité d'une instruction préparant à la guerre. Aucun soldat n'est apte à la guerre, si sa résistance physique et psychique est insuffisante".

Si on est arrivé à cette situation, c'est, selon lui, parce que l'instruction n'a pas été assez dure jusqu'à présent. Il faut donc plus d'exercices de longue durée. Les jeunes manquent en outre de confiance en soi. Mabillard veut la leur rendre. Voici sa recette : "A la fin d'un exercice long et dur, le chef rassemble sa troupe et leur dit : 'Il y a quelques jours vous ne pensiez guère être en me-

sure d'accomplir une telle performance. Vous avez réussi l'épreuve. Vous pouvez ainsi constater vous-mêmes vos capacités. Vous êtes donc plus forts que vous ne le pensiez.' Et si cela ne marche pas ? 'Bon, alors il faut répéter l'exercice !'"

"L'acceptation totale de l'autorité institutionnelle"

La reconquête de la "confiance en soi" ne doit pas aller trop loin a cependant estimé Mabillard. "L'acceptation totale de l'autorité institutionnelle est décisive. Quand le chef a donné un ordre, celui-ci doit être exécuté, que ce soit agréable ou non." Cela est particulièrement important dans un domaine : l'intervention contre le peuple. "On peut s'imaginer que des manifestations durent longtemps, voire plusieurs jours, créant des problèmes pour la police. Dans de telles situations le Conseil fédéral se décidera peut-être à attribuer certaines tâches de police à l'armée, par exemple des tâches de surveillance ou de circulation routière."

Ainsi, Mabillard veut rendre cette jeunesse "ramollie" apte non seulement à la guerre tout court, mais également à la guerre civile.

Nous pouvons certainement nous imaginer, Mabillard, que des manifestations dureront longtemps. Peut-être une fois tellement longtemps que vous vous retrouverez, par exemple et tout commandant de corps que vous êtes, gardien au Musée national...

Raul Lenz

Rothenthurm :

L'INITIATIVE EST LANCÉE

Le 8 mars, une initiative a été lancée contre la place d'armes de Rothenthurm. Un souci de plus pour Chevallaz et son état-major...

L'initiative demande que les marais et sites marécageux particulièrement beaux et d'importance nationale soient protégés. Dans les dispositions d'application il est expressément prévu que toutes les constructions intervenues sur le marais de Rothenthurm après le 1er juin 1983 devront être démantelées. Si donc l'initiative devait être acceptée, toutes les installations éventuelles du DMF seraient détruites.

La réaction du DMF ne s'est pas fait attendre. Les procédures d'expropriation vont être mises en route, initiative ou pas. Et la démocratie dans tout cela ? Qu'à cela ne tienne. Une population locale ne saurait s'opposer aux très démocratiques institutions helvétiques. Est-ce à dire que nous allons au-devant d'un deuxième Kaiseraugst ? Difficile à prévoir.

La construction de la centrale de Kaiseraugst avait pu être empêchée grâce à l'action directe. L'occupation du site pendant des semaines et la large sympathie accordée aux occupant(e)s avaient eu raison à l'époque du Conseil fédéral.

Un autre exemple, celui du camp militaire des Causses du Larzac, a montré que seule l'action directe des populations concernées avait permis de bloquer les projets de l'armée française.

C'est dire que l'initiative ne sera probablement pas suffisante pour bloquer Rothenthurm, quand bien même elle crée un point supplémentaire de cristallisation pour l'opposition aux projets du DMF. Un agriculteur de Rothenthurm, Adolf Besmer, décrit assez bien les sentiments de la population locale :

"Cette terre nourrit ma famille depuis quatre générations. Nous prenons grand soin de ce sol. Que voulez-vous que nous ayons encore envie de défendre si nous sommes même chassés de nos propres terres ?"

Les initiateurs espèrent recueillir 100 000 signatures d'ici au mois de juin, date à laquelle les procédures d'expropriation sont censées débiter.

Les formulaires de signatures peuvent être obtenus auprès de : Initiative de Rothenthurm, 6418 Rothenthurm (téléphone : 043 / 45 16 33 ou 45 13 35).

Référendum en matière de crédits militaires :

RENVOYEZ TOUTES VOS LISTES DE SIGNATURES !

L'initiative semble bien avoir abouti. Plus de 35 500 signatures sont arrivées au secrétariat du PSO. Le secrétariat central du Parti socialiste suisse nous a informé qu'il dispose de 73 000 signatures. Il y aurait donc environ 105 000 signatures validées.

Nous abordons le sprint final. Renvoyez toutes vos listes de signatures au PSO, case postale 299, 8031 Zurich.



Genève, 1er mai 1980 : genre de jeunes "ramollis" peu appréciés par le commandant de corps Mabillard.